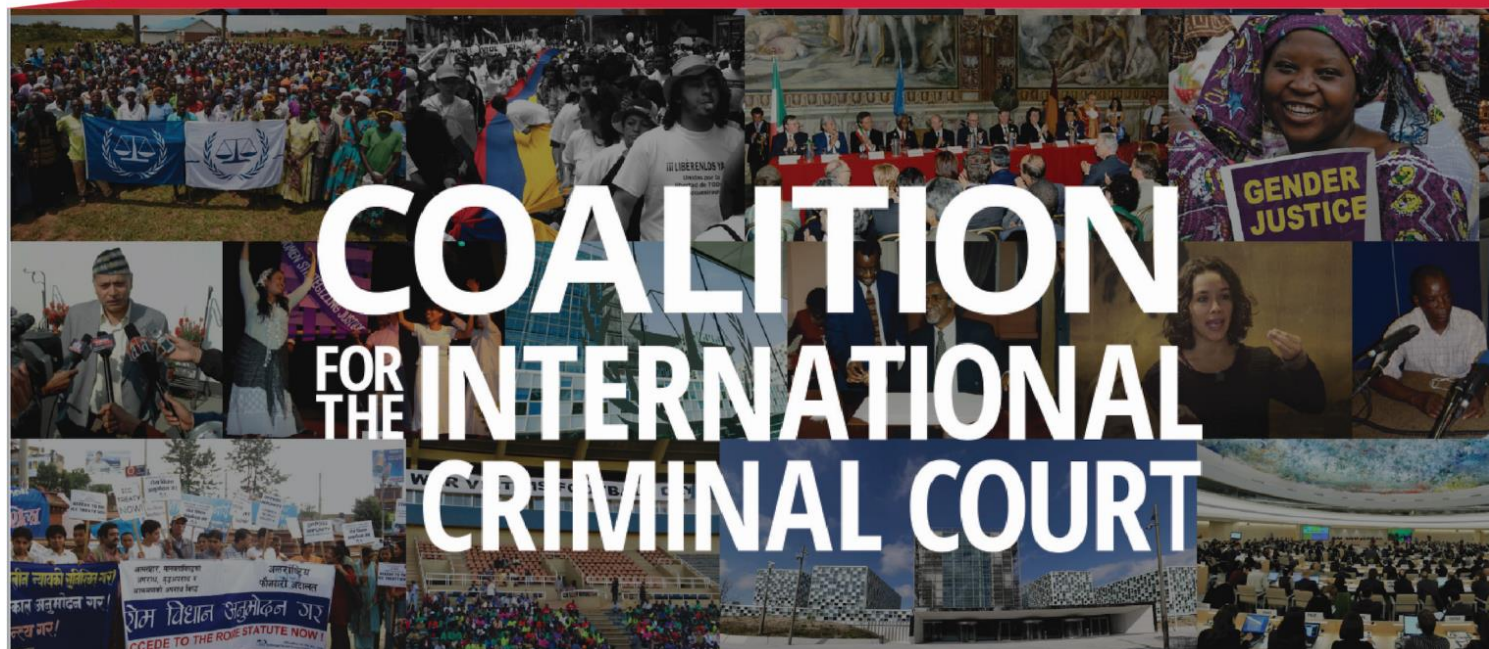




DOCUMENT D'INFORMATION INFORMEL

ASSEMBLÉE DES ÉTATS PARTIES 17

La Haye, 5 - 12 décembre 2018





La COALITION POUR LA COUR PENALE INTERNATIONALE comprend 2 500 organisations non gouvernementales du monde entier travaillant en partenariat pour renforcer la coopération internationale avec la Cour pénale internationale ; veiller à ce que la Cour soit juste, efficace et indépendante ; rendre la justice à la fois visible et universelle ; et avancer des lois nationales capables à rendre la justice aux victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide.

Le secrétariat de la Coalition tient à remercier les donateurs qui ont soutenu et continuent d'appuyer les efforts de la Coalition: l'Union européenne, la Foundation Planethood, l'Irish Aid et les gouvernements de l'Australie, de l'Autriche, de la Finlande, du Liechtenstein, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suisse, une fondation anonyme et un certain nombre de personnes engagées. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la Coalition pour la Cour pénale internationale et ne doit en aucun cas être vu en tant que représentant des positions de l'Union européenne, de Irish Aid ou de tout autre donateur.

Le secrétariat de la Coalition veille à la précision. Les corrections et les ajouts sont toujours les bienvenus. Pour plus d'informations sur la Coalition, veuillez visiter: www.coalitionfortheicc.org/fr

Bezuidenhoutseweg 99 A
2594AC La Haye, Pays-Bas

703 Third Avenue, 1715
New York, NY 10017 Etats-Unis

info@coalitionfortheicc.org

Suivez-nous :



Version du 30 novembre 2018

Table des matières

1.	Introduction	1
2.	Appel au plus grand engagement politique.....	1
3.	L'Assemblée des États parties	2
4.	Séance d'ouverture	5
5.	Le Débat Général	5
6.	Élections.....	6
7.	Préparation de l'élection du prochain Procureur de la CPI	8
8.	Coopération.....	9
9.	Non-coopération	12
10.	20 ^{ème} anniversaire du Statut de Rome	13
11.	Soutenir la Cour et ses partisans contre les ingérences et les menaces politiques	14
12.	Efficacité et efficience des procédures	15
13.	Participation des victimes et réparations.....	17
14.	Le Documentation d'orientation de la CPI en matière d'aide judiciaire.....	19
15.	Universalité du Statut de Rome	19
16.	La Complémentarité	20
17.	Le budget de la Cour pour 2019	22
18.	Relations entre l'ONU et la CPI.....	23
19.	Amendements	25
20.	Le mécanisme de contrôle indépendant.....	27
21.	La Résolution omnibus.....	28
22.	Acronymes et termes clés	30

1. Introduction

Ce document sert à fournir des informations générales informelles aux délégations des États parties, des États observateurs, des organisations internationales et régionales et de la société civile participant à la 17^{ème} session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome (AEP), qui se tiendra du 5 au 12 décembre 2018 à La Haye, aux Pays-Bas.

Depuis 1995, la Coalition pour la Cour pénale internationale est à la tête de la société civile qui a mené campagne en faveur de l'adoption du Statut de Rome en 1998 et de la création d'un tribunal international permanent chargé de juger les auteurs de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. La Cour pénale internationale (CPI) a été créée quatre ans plus tard.

Depuis lors, la Coalition a facilité l'accès et la participation sans précédent de la société civile du monde entier au processus de la CPI, y compris à sa gouvernance par l'ASP. À la session de l'AEP de 2003, les États parties ont reconnu la Coalition pour son « *rôle de coordonnateur et de facilitateur* ».

Comme les années précédentes, la société civile participant à la 17^{ème} session de l'ASP coordonnera ses activités par le biais de la Coalition. La Coalition aidera plus de 180 organisations non gouvernementales de toutes les régions du monde à faire connaître leurs opinions et leurs recommandations à l'organe directeur de la CPI lors de la session de l'AEP.

La session annuelle de l'AEP est un forum pivot pour la Coalition et ses membres en tant qu'occasion essentielle pour les acteurs étatiques et de la société civile d'échanger et de réfléchir à leurs contributions positives respectives au processus du Statut de Rome au cours des douze mois précédant la session, et de se pencher sur la manière de renforcer davantage le système de justice internationale au cours de la prochaine année. Les arrangements consultatifs pour les ONG lors de la 17^{ème} session de l'AEP fourniront aux États parties et aux observateurs une occasion d'échanger des informations et de nouer des relations autour d'objectifs communs.

De nombreuses manifestations parallèles (co-)organisées par la Coalition ou par des membres de la société civile auront lieu en marge de la 17^{ème} session, offrant une plate-forme pour un dialogue renforcé entre les ONG participantes, d'une part, et la Cour, des États, et des organisations internationales de l'autre.

Avant et pendant la 17^{ème} session de l'AEP, la Coalition poursuivra ses activités de plaidoyer pour une Cour juste, efficace et indépendante en abordant un certain nombre de questions clés par le biais de documents, de lettres, de réunions, de conférences de presse et d'autres manifestations.

À la fin de chaque journée de travail de la session annuelle, la Coalition publiera un résumé informel quotidien au #GlobalJustice News Center de la Coalition à l'adresse www.coalitionfortheicc.org/latest-news.

2. Appel au plus grand engagement politique

Alors que le 20^{ème} anniversaire du Statut de Rome tire à sa fin, la Coalition encourage les participants à la 17^{ème} session de l'ASP à faire des déclarations de soutien reflétant les défis auxquels est confronté le système du Statut de Rome (RSS) aujourd'hui et dans les décennies à venir - tout au long des sessions plénières, lors du débat général, des nombreux événements parallèles et d'autres discussions.

Reconnaissant les graves menaces auxquelles la CPI est confrontée, ainsi que l'opportunité unique offerte par

les consultations et les événements rassemblant l'ensemble des parties prenantes du système du Statut de Rome à l'AEP, la Coalition estime qu'il est essentiel que des hauts responsables représentant tous les régions et les principaux systèmes juridiques des États parties au Statut de Rome affirment que :

- La CPI et la participation au système du Statut de Rome sont des moyens essentiels de promouvoir le respect du droit international humanitaire et des droits humains, contribuant ainsi à l'instauration d'une paix durable conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies par le biais de la liberté, de la sécurité et de la justice. et l'état de droit, ainsi que par la prévention des conflits armés, la préservation de la paix et la promotion de la consolidation de la paix et de la réconciliation après les conflits ;
- La justice et la paix travaillent main dans la main et se renforcent mutuellement, avec le système du Statut de Rome fournissant un cadre modèle pour les processus de paix inclusifs, intégrant la justice et la responsabilité pour des victimes actuels d'atrocités par le biais d'enquêtes et de procédures justes et efficaces, ainsi qu'en tant que protection des futures victimes par la stabilisation des situations de conflit et le renforcement de l'état de droit ;
- La Cour joue un rôle unique et central dans les processus de consolidation de la paix en tant que la seule cour pénale internationale permanente au sein d'un système de justice pénale en évolution, notamment en contribuant à garantir le respect durable de la justice internationale et son application ;
- Chaque gouvernement a la responsabilité de protéger sa population contre le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, reconnaissant que la conscience de l'humanité continue d'être profondément choquée par des atrocités inimaginables perpétrées dans diverses parties du monde et qu'il est urgent de à la fois de mettre un terme aux crimes les plus graves pour la communauté internationale et de les dissuader, éliminer l'impunité pour les auteurs de ces crimes et garantir les réparations aux victimes de ces crimes ; et,
- Réaffirmer que le soutien apporté aux points ci-dessus serait conforme aux principes énoncés dans les paragraphes introductifs de la résolution de politique générale annuelle intitulée « *Renforcement de la Cour pénale internationale et de l'Assemblée des États parties* » (résolution « Omnibus ») adoptée par l'Assemblée et renouvelé depuis plusieurs années.

3. L'Assemblée des États parties

L'Assemblée des États parties au Statut de Rome (AEP) fait fonction d'organe législatif et de contrôle de la gestion de la CPI. L'AEP regroupe tous les États parties au traité fondateur de la CPI, le Statut de Rome (RS).

Il est important de noter que, même si l'AEP exerce des fonctions de supervision de la gestion et des fonctions législatives pour la CPI, il est strictement interdit d'interférer avec l'indépendance de la Cour en matière de justice ou de poursuite.

Bureau et présidence de l'AEP

L'AEP dispose d'un comité exécutif - le Bureau de l'AEP - qui comprend un président, deux vice-présidents et (en général) 18 États parties, élus par l'Assemblée en tenant compte de la répartition géographique équitable et de la représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde. Le président et les vice-présidents de l'ASP, ainsi que les membres du Bureau, sont élus pour un mandat de trois ans.

Le Bureau aide l'AEP à s'acquitter de ses différents mandats et se réunit régulièrement tout au long de l'année à

New York (États-Unis d'Amérique) et à La Haye (Pays-Bas). Le Bureau a deux groupes de travail: le groupe de travail de New York (NYWG) et le groupe de travail de La Haye (HWG), présidés chacun par un des vice-présidents de l'AEP.

Le président de l'AEP, les vice-présidents et 18 membres du Bureau ont été élus par consensus par l'Assemblée lors de la 16^{ème} session de l'AEP et ont pris leurs fonctions immédiatement après la clôture de la session du 15 décembre 2017.

Le président actuel de l'AEP est H.E. M. O-Gon Kwon de la République de Corée, appuyé par les vice-présidents S.E. Ambassadeur Michal Mlynár de Slovaquie (basé à New York) et, jusqu'à ce qu'il annonce sa fin en mars 2018, S.E. Ambassadeur Momar Diop du Sénégal (basé à La Haye). Depuis le départ de l'Ambassadeur Diop, le HWG est présidé par S.E. Ambassadeur Jens-Otto Horslund du Danemark, cependant une « *Élection d'un vice-président* » sera organisée lors de la 17^{ème} session de l'Assemblée générale afin de formaliser cet arrangement.

Les membres actuels du Bureau sont :

Argentine	Australie	Autriche
Colombie	Côte d'Ivoire	Danemark ¹
Équateur	Estonie	France
Gambie	Ghana	Japon
Mexique	Pays-Bas	Sénégal
Serbie	Slovénie	État de Palestine ²
Ouganda		

Le secrétariat de l'AEP

L'AEP dispose d'un secrétariat permanent (Secrétariat de l'AEP), situé à La Haye et dirigé par M. Renan Villacis. Le secrétariat de l'AEP fournit une assistance administrative et technique ainsi qu'un appui substantiel indépendant à l'AEP, au Bureau et à leurs divers organes subsidiaires.

États Parties

L'AEP est composée des 123 états qui ont ratifié le Statut de Rome ou y ont adhéré et qui sont donc membres de la CPI. Alors que chaque État Partie au Statut de Rome reçoit une voix dans le processus décisionnel de l'AEP (Article 112 (7) du RS), le Statut de Rome et le Bureau de l'AEP encouragent les états à parvenir à un consensus préalable sur les questions nécessitant un vote; c'est seulement lorsque cela est impossible que l'on recourt à un vote effectif.

Observateurs

Les états qui ont signé le Statut mais ne l'ont pas ratifié ou qui ont signé l'Acte final de la Conférence de Rome, ainsi que les organisations régionales et internationales, la société civile et les médias, peuvent participer aux réunions de l'Assemblée avec le statut d'observateur. La participation aux sessions de l'AEP offre à ces groupes

¹ Le Danemark occupe un poste « régulier » au Bureau jusqu'à H.E. L'Ambassadeur Jens-Otto Horslund soit officiellement élu Vice-président de l'AEP.

² L'État de Palestine se retirera temporairement du Bureau pendant un an, sur la base d'un accord de partage des sièges conclu entre le Bangladesh, le Japon et l'État de Palestine, candidats aux élections de 2017.

une occasion d'interagir avec le système de justice internationale régi par le Statut de Rome, en permettant par exemple aux états non-parties au Statut de démontrer leur volonté de mettre fin à l'impunité pour les crimes internationaux graves. Ils peuvent le faire en faisant des déclarations au cours du débat général ou lors d'autres débats en plénière, ou en fournissant des informations actualisées sur les progrès accomplis en matière de ratification et / ou de mise en œuvre du Statut de Rome, de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour (APIC) ou de la conclusion d'accords de coopération volontaires avec la Cour.

Sessions de l'Assemblée des États Parties

L'AEP se réunit collectivement au moins une fois par an, à New York ou à La Haye, au cours d'une « session ». La 17^{ème} session de l'ASP aura lieu au World Forum Convention Center à La Haye, aux Pays-Bas, du 5 au 12 décembre 2018.

Les États Parties utilisent les sessions annuelles de l'AEP pour examiner et décider des questions importantes liées au fonctionnement et au succès du système de la CPI et du Statut de Rome dans son ensemble. Ces questions peuvent impliquer des obligations fondamentales des États Parties en matière de coopération et de complémentarité, ainsi que des questions institutionnelles vitales telles que le budget annuel de la CPI et l'efficacité des procédures judiciaires.

En plus de prendre des décisions, à chaque session annuelle, l'AEP charge le Bureau avec la facilitation des discussions au cours de l'année suivante sur un certain nombre de questions importantes pour les activités de la CPI et de l'AEP. Ces sujets sont ensuite attribués aux groupes de travail de La Haye ou de New York, et des (co-)facilitateurs ou des (co-)points focaux d'États Parties sont nommés pour diriger des discussions spécifiques.

Lors de chaque session annuelle, les organes subsidiaires de l'AEP, tels que le Comité du budget et des finances, ainsi que les organes de la Cour et parfois des acteurs externes indépendants, font rapport sur les questions pertinentes l'année suivante, en vue de faciliter le processus de la prise de décision. Ces rapports, ainsi que des informations complémentaires sur l'AEP, sont disponibles sur le site Web officiel de l'AEP à l'adresse https://asp.icc-cpi.int/FR_Menus/asp/Pages/asp_home.aspx

La 17^{ème} session de l'AEP

Bien que les résultats de chaque session annuelle de l'AEP représentent les questions spécifiques discutées au cours d'une année donnée, d'habitude ils relèvent de thèmes généraux récurrents. À la fin de la 17^{ème} session, on peut s'attendre à ce que la plénière de l'AEP ait adopté de texte dans des résolutions autonomes – ou dans le cadre d'une résolution générale omnibus – sur des questions liées au 20^{ème} anniversaire du Statut de Rome, l'universalité, la coopération, les relations entre la CPI et les Nations Unies, les victimes et les communautés touchées, la complémentarité, le Mécanisme de contrôle indépendant et le budget 2019 de la CPI, entre autres.

Un grand nombre d'événements parallèles, en grande partie (co-)organisés par la société civile, auront lieu en marge de la session de l'AEP. Les sujets à l'ordre du jour de l'AEP, ainsi que d'autres relatifs au travail et à l'impact plus large de la CPI, seront abordés lors des déjeuners-réunions, des pauses déjeuner ou des événements en soirée. Tous les événements parallèles sont répertoriés dans le Journal de l'AEP, qui fournit un ordre du jour quotidien et un aperçu des séances plénières et des événements parallèles ayant lieu pendant la 17^{ème} session de l'AEP.

Le Journal de l'AEP est disponible sur le site Web de l'AEP (https://asp.icc-cpi.int/FR_Menus/asp/sessions/documentation/17th-session/pages/asp17-journals.aspx) et il est régulièrement mis à jour tout au long de la session annuelle.

4. Séance d'ouverture

La 17^{ème} session de l'AEP s'ouvre le mercredi 5 décembre 2018 avec une séance plénière dédiée aux tâches préliminaires (et administratives). La séance d'ouverture comprend également un certain nombre de discours liminaires – prononcés par le président de l'ASP, le président de la CPI et le procureur de la CPI – et éventuellement des déclarations de chefs d'État ou de gouvernement, de ministres ou d'autres représentants de haut niveau d'organisations intergouvernementales.

L'Assemblée commence par l'adoption officielle de l'ordre du jour de la 17^{ème} session de l'AEP, puis par l'élection de son deuxième vice-président et la nomination de la Commission de vérification des pouvoirs.

Après avoir lancé un appel aux États en retard de paiement de leurs contributions financières, l'Assemblée entendra des rapports sur les activités de la Cour, du conseil d'administration du Fonds au Profit des Victimes et du Bureau de l'AEP, entre autres.

5. Le Débat Général

Le Débat Générale aura lieu au cours des deux premiers jours de la session de l'AEP (les 5 et 6 décembre 2018). Le Débat Général offre aux participants une occasion d'aborder des questions liées à leurs travaux et au système plus large de justice internationale du Statut de Rome (SR).

La partie consacrée au Débat Général de l'AEP offre également une excellente occasion de faire des déclarations de soutien de haut niveau au système de la CPI et du Statut de Rome. Dans ces déclarations, les États Parties, les états non-parties, les organisations régionales et internationales et la société civile peuvent réitérer leur soutien à la Cour et à son progrès jusqu'à présent, tout en identifiant les domaines dans lesquels la CPI peut continuer à s'améliorer dans le but à remplir son mandat sans précédent.

Le Débat Général est également l'occasion d'informer les participants à l'AEP des démarches entreprises en vue de ratifier le Statut de Rome ou d'y accéder, ainsi que de faire le point sur le progrès réalisés en ce qui concerne la mise en œuvre du Statut sur le plan national et la ratification de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour. (APIC). Dans le même ordre d'idées, les délégations peuvent utiliser le débat général pour souligner les efforts spécifiques déployés pour améliorer la coopération avec la Cour.

Depuis longtemps, la Coalition encourage les États à tirer pleinement parti de cette occasion pour exprimer leur soutien à mettre fin à l'impunité par le biais du système du Statut de Rome, en plus de prendre position officiellement sur diverses questions à débattre. Lors de la 17^{ème} session de l'ASP, les états devraient prendre en compte les positions clés suivantes lors du débat général :

- **L'engagement** inconditionnel envers la CPI, pierre angulaire de la lutte contre l'impunité et élément essentiel d'un ordre international fondé sur des règles ;
- Engagement à travailler ensemble en tant qu'États parties pour **s'opposer aux efforts visant à saper le travail et l'indépendance de la Cour**, en particulier les menaces proférées à l'encontre de la CPI, de ses fonctionnaires et de ceux qui coopèrent avec elle ;
- la nécessité de préserver **l'intégrité du Statut de Rome** et de ses principes fondamentaux ;
- l'engagement de renforcer et de défendre **l'indépendance des juges et des procureurs** de la CPI,

notamment en assurant un processus de recherche et de sélection proactif, juste, informé et transparent pour le prochain procureur de la CPI ;

- la nécessité **d'universalité du Statut de Rome**, ainsi que de sa **mise en œuvre complète et effective** dans les juridictions nationales ;
- l'engagement en faveur d'une **coopération solide**, notamment par le biais d'efforts accrus pour exécuter les mandats d'arrêt, la conclusion **d'accords de coopération volontaires** avec la CPI et la ratification de **l'Accord sur les privilèges et immunités de la CPI (APIC)** ;
- **L'engagement financier** des gouvernements envers la CPI pour lui permettre d'exécuter efficacement le mandat qu'ils lui ont confié, sans restrictions politiques ou arbitraires de son budget annuel ;
- Engagement à respecter les obligations de **complémentarité** et à renforcer les capacités des systèmes juridiques nationaux ;
- la **centralité des victimes - y compris leur participation significative** au système du Statut de Rome et le droit aux réparations ;
- Appui total à **la sensibilisation et à la communication au public** et leur importance cruciale pour rehausser le profil de la Cour, créer un environnement propice au travail de la CPI et gérer les attentes ;
- Le jalon franchi cette année avec le **20^{ème} anniversaire du Statut de Rome** et la nécessité de rechercher des moyens de renforcer l'efficacité de la justice rendue par la Cour à l'avenir ; et,
- Le rôle fondamental du système du Statut de Rome dans la **prévention des conflits et la consolidation de la paix durable** ; dans la mise en œuvre de l'objectif 16 des ODD ; et dans la promotion du rôle indispensable des femmes dans les processus internationaux de paix et de justice.

La liste des orateurs du Débat Général devient définitive avant l'AEP, avec chaque orateur invité à prendre la parole pendant quatre minutes au maximum. Les participants peuvent également contribuer au Débat Général en fournissant à l'avance des soumissions écrites en vue de leur publication sur le site Web de l'AEP.

La société civile prend également part au Débat Général avec 10 à 12 organisations non gouvernementales, dont la Coalition pour la CPI, livrant des déclarations. Les points soulevés par la société civile lors du Débat Général informent souvent le processus de prise de décision des États Parties pendant le reste de la session de l'AEP.

Pour la société civile, le Débat Général sert également en tant que forum pour soulever des préoccupations qui ne sont pas mises en évidence - voire pas du tout - dans le programme ASP. La société civile peut ainsi sensibiliser l'audience non seulement à ses propres contributions dans ces domaines, mais également à son aptitude à apporter son aide ou à collaborer dans ces domaines avec les États Parties intéressés.

6. Élections

Lors de la 17^{ème} session de l'AEP, plusieurs postes dans le système du Statut de Rome devraient être remplies, notamment un vice-président d'AEP, un membre du Bureau de l'AEP, cinq membres du Conseil d'administration du Fonds au Profit des Victimes, et 8 membres du Comité consultatif sur les candidatures (ACN). Des préparatifs seront également faits pour l'élection du Procureur de la CPI en 2020.

La Coalition surveille toutes les élections à la CPI et à l'AEP pour s'assurer qu'elles sont justes, transparentes et conduisent à l'élection des candidats les plus qualifiés. La Coalition elle-même n'approuve ni ne s'oppose aux candidats individuels, mais défend l'intégrité des processus de nomination et d'élection. La Coalition s'oppose

fermement aux accords politiques réciproques (« l'échange de votes ») lors des élections de la CPI et de l'AEP.

Dans le cadre de ses activités de surveillance électorale, la Coalition a exhorté les États Parties à ne nommer que les candidats les plus qualifiés au Conseil d'administration du FPV et au Comité consultatif sur les candidatures (ACN). Tandis que les résolutions de l'AEP régissant les élections du Conseil de FPV et de l'ACN encouragent les candidats à consensus, la Coalition a mis en garde contre l'application de cette pratique aux dépens d'un nombre concurrentiel de candidats, ainsi que contre d'autres pratiques discutables telles que l'échange de votes.

Élection des membres du Conseil d'administration du Fonds au Profit des Victimes

Lors de la 17^{ème} session de l'AEP, les États éliront 5 membres du Conseil d'administration du Fonds au Profit des Victimes.

Le Conseil régit le secrétariat du Fonds au Profit des Victimes et est chargé de l'établissement et de la direction des activités et des projets du Fonds et de l'allocation des ressources. Le Conseil d'administration est composé de cinq membres, élus pour un mandat de trois ans et nommés à titre personnel et à titre bénévole. Les membres du conseil d'administration peuvent être réélus une fois.

L'ASP a établi (ICC-ASP/1/Res.6) que les membres du Conseil seraient élus sur la base d'une répartition géographique équitable et en tenant compte de la nécessité de garantir une répartition équitable entre les sexes et la représentation équitable des principaux systèmes juridiques du monde. La répartition des sièges est la suivante:

- États africains : 1 siège ;
- États d'Asie : 1 siège ;
- États d'Europe orientale : 1 siège ;
- Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : 1 siège ; et,
- États d'Europe occidentale et autres États : 1 siège.

Le conseil d'administration doit également être composé de personnes de haute moralité avec des compétences dans l'assistance aux victimes de crimes graves.

À la clôture de la période de candidature, le 25 septembre 2018, les États Parties avaient désigné les candidats suivants à l'élection au Conseil d'administration du Fonds:

- BELAL, Sheikh Mohammed (Bangladesh)
- HELIĆ, Arminka (Royaume-Uni) – *membre titulaire*
- KOITE DOUMBIA, Mama (Mali) – *membre titulaire*
- LORDKIPANIDZE, Gocha (Géorgie)
- MICHELINI, Felipe (Uruguay) – *membre titulaire*

Du fait que le nombre de candidats est égal au nombre de sièges vacants, les élections seront sur la base d'une « table rase ». La Coalition a toujours encouragé les États Parties à veiller à ce que toutes les élections soient concurrentielles, ouvertes et équitables, car cela permettrait des nouvelles idées et compétences d'être utilisés pour le bien de l'ensemble du système du Statut de Rome.

Election de membres du Comité consultatif sur les candidatures

À la 17^{ème} session de l'AEP, les États éliront également 8 membres du Comité consultatif sur les candidatures (ACN). L'ACN a pour mandat de veiller à ce que les individus les plus qualifiées soient nommées juges à la Cour pénale internationale (ICC-ASP/10/36). Le Comité procède à des évaluations des candidats à la magistrature

sur la base des dispositions de l'article 36 du Statut de Rome et en communique les analyses qui en résultent aux États Parties et aux observateurs.

L'AEP a établi (ICC-ASP/10/36) que le Comité consultatif sur les candidatures devrait être composé de neuf membres, ressortissants d'États Parties et désignés par l'Assemblée par consensus, reflétant les principaux systèmes juridiques du monde et offrant une représentation géographique équitable, ainsi qu'une juste représentation des deux sexes. Les membres d'ACN doivent avoir une compétence reconnue et une expérience du droit pénal ou du droit international et une haute moralité. Les membres du Comité siègent à titre personnel et ne sont pas des représentants de leur État.

À la clôture de la période de candidature, le 9 octobre 2018, et conformément à la limite de 3 fixée pour le nombre de prolongations de la période de candidature, les États Parties n'avaient présenté que 8 candidats à l'élection au Comité consultatif des candidatures :

- BARRAK, Ahmad (Etat de Palestine)
- BÎRSAN, Corneliu (Roumanie)
- COTTE, Bruno (France) – *membre titulaire*
- FULFORD, Adrian (Royaume-Uni) – *membre titulaire*
- KAMBUNI, Lucy Muthoni (Kenya)
- MONAGENG, Sanji Mmasenono (Botswana)
- STEINER, Sylvia Helena De Figueiredo (Brésil)
- VELTZÉ, Enrique Eduardo Rodríguez (Bolivie)

Comme pour les élections du Conseil d'administration de FPV, le nombre de candidats à l'ACN équivaut également au nombre de sièges vacants, ce qui entraîne une autre élection sur la base d'une « table rase ».

Élection d'un vice-président de l'AEP

L'élection d'un nouveau vice-président est nécessaire après le départ du vice-président de l'Assemblée précédemment élu, S.E. Ambassadeur Momar Diop du Sénégal, le 19 mars 2018, en raison de la fin de son mandat aux Pays-Bas. Depuis le départ de l'Ambassadeur Diop, les fonctions de vice-président ont été exécutées par S.E. Ambassadeur Jens-Otto Horslund du Danemark.

L'élection d'un nouveau vice-président aura lieu le premier jour de l'Assemblée, après l'adoption de l'ordre du jour.

Élection d'un membre du Bureau de l'AEP

À la fin de la 17^{ème} session de l'AEP, l'État de Palestine quittera ses fonctions de membre du Bureau pour un an, conformément à l'accord de partage de sièges conclu entre le Bangladesh, le Japon et l'État de Palestine :

- 15 décembre 2017 jusqu'à la fin de la 17^{ème} session de l'ASP : Japon et Palestine ;
- Le lendemain de la clôture de la 17^{ème} session de l'AEP jusqu'à la clôture de la 18^{ème} session : Bangladesh et Japon ;
- Le lendemain de la clôture de la 18^{ème} session jusqu'à la clôture de la 19^{ème} session: Bangladesh et Palestine.

7. Préparation de l'élection du prochain Procureur de la CPI

Les procureurs de la CPI sont élus par l'Assemblée des États parties pour un mandat de neuf ans et ne peuvent être réélus. Mme Fatou Bensouda est entrée en fonction le 15 juin 2012 en tant que deuxième procureur de la

CPI, après avoir été élue par consensus lors de la 10^{ème} session de l'Assemblée des États Parties en décembre 2011. Son mandat sera en cours jusqu'au 15 juin 2021.

L'élection du Procureur de la CPI est une décision cruciale, qui touche presque tous les aspects de la Cour.

En partie grâce aux activités de plaidoyer de la Coalition, avant la dernière élection du procureur, le Bureau de l'AEP a mis en place un *Comité de recherche pour le poste de procureur de la CPI* en 2010. Cet organe, composé d'un représentant par groupe régional, a été mandaté à : « *faciliter la nomination et l'élection, par consensus, du prochain Procureur.* » En remplissant cette fonction, il a dressé une liste restreinte d'au moins trois candidats appropriés, dans la mesure du possible, pour examen par le Bureau.

À la suite de la première opération du Comité avant les élections de 2011, le Comité lui-même, les co-facilitateurs du Bureau de l'AEP, et le secrétariat de l'AEP ont publié des rapports séparés évaluant le processus à identifier et de parvenir à un consensus sur l'élection du Procureur de la CPI.

Avant la 17^{ème} session de l'AEP, la Coalition a salué des premières discussions dans les réunions du Bureau et la proposition du Président de l'AEP de créer un « Comité de recherche de procureur » (CRP) chargé d'aider le Bureau et l'AEP dans l'élection du prochain procureur de la CPI. La Coalition est fermement convaincue que ce comité et l'organisme (si différent) chargé d'évaluer des candidats et de faire une recommandation ultérieure au Bureau devraient être composés des experts indépendants hautement qualifiés. Les membres devraient être représentatifs de divers systèmes juridiques et régions et posséder une expertise considérable en ce qui concerne le Statut de Rome et la CPI, ainsi que dans les enquêtes pénales internationales complexes, y compris les crimes sexuels ou basés sur le genre. Une parité hommes-femmes et une représentation géographique large devraient être requises. Il est important que les États Parties, les fonctionnaires de la CPI et la société civile s'engagent dans des discussions constructives sur le processus d'élection du procureur lors de la 17^{ème} session de l'AEP.

8. Coopération

La coopération est un élément absolument vital du système de justice internationale mis en place par le Statut de Rome. La coopération doit revêtir de multiples facettes pour permettre l'exécution efficace de diverses fonctions de la CPI visant collectivement à traduire en justice les auteurs des crimes internationaux fondamentaux. En l'absence d'un mécanisme de mise en vigueur propre, la CPI est largement dépendant sur la coopération des États, des Nations Unies, des organisations internationales régionales et des autres acteurs concernés.

La partie IX du Statut de Rome expose les différentes manières dont les États doivent coopérer avec la CPI. Sans ce soutien, la justice internationale ne peut tout simplement pas fonctionner. C'est pourquoi la Coalition suit de près les développements et les initiatives du Bureau et de la CPI dans les domaines de coopération tout au long de l'année qui précède la session annuelle de l'AEP.

En 2018, une combinaison des facilitations du Groupe de travail de La Haye (HWG) et de séminaires techniques et politiques a permis de définir les domaines de discussion pour l'AEP sur la coopération au cours de la session annuelle.

Facilitation de la coopération en 2018

En 2018, les débats du Groupe de travail de La Haye sur la coopération ont été animés par l'Ambassadeur Philippe André Lalliot (France) et l'Ambassadeur Momar Diop (Sénégal), nommés de nouveau par le Bureau le

18 mars 2018. Au départ de l'Ambassadeur Momar Diop le 11 septembre 2018, le Bureau a nommé l'ambassadeur Momar Guèye (Sénégal) en tant que co-facilitateur pour la coopération. En 2018, la facilitation s'est concentrée sur le 20^{ème} anniversaire du Statut de Rome ; le suivi de la mise en œuvre des priorités de 2017, y compris la *Déclaration de Paris sur les enquêtes financières et le recouvrement d'avoirs* et les accords volontaires ; les procédures d'arrestation; et les relations de la Cour avec les Nations Unies et le Conseil de sécurité.

À l'occasion du **20^{ème} anniversaire du Statut de Rome**, les co-facilitateurs ont préparé une courte vidéo pour réaffirmer au plus haut niveau l'appui collectif des États Parties à la lutte contre l'impunité, au système de justice pénale internationale et au travail de la Cour:

<https://www.youtube.com/watch?v=GU0uMt8VLeg>.

En 2007, l'Assemblée avait adopté *66 recommandations sur la coopération*, une liste exhaustive des principaux défis et des priorités de la coopération. Depuis lors, l'AEP a réduit la liste à sept recommandations prioritaires, qui sont les plus pertinentes pour les demandes de coopération actuelles de la Cour. La coopération en matière de recouvrement d'avoirs financiers est l'une de ces sept priorités et a été au centre des préoccupations de la facilitation de la coopération tout au long de 2017, conduisant à l'adoption de la « **Déclaration de Paris sur la coopération en matière de recouvrement des avoirs** » le 14 décembre 2017 en annexe à la résolution sur la coopération. La Déclaration de Paris a invité la Cour à : créer et renforcer les partenariats de la CPI avec les autorités nationales (paragraphe 11) ; sensibiliser au mandat de la CPI (paragraphe 12) ; et mener des enquêtes financières efficaces pour obtenir le gel et la saisie des avoirs (paragraphe 13). Depuis lors, différents organes de la Cour ont pris des mesures pour donner suite aux recommandations contenues dans la Déclaration de Paris : la Cour a organisé des réunions bilatérales avec trois États Parties avec lesquelles elle collabore régulièrement pour renforcer la coopération et a également identifié des points focaux sur les enquêtes financières et le recouvrement d'avoirs pour améliorer les canaux de communication. La Cour a également tenu plusieurs réunions à un niveau stratégique pour voir comment mieux coordonner les efforts du Greffe et du Bureau du Procureur (BdP) sur ces questions.

Procédure d'arrestation

La CPI s'appuie entièrement sur les systèmes nationaux pour mettre en œuvre ses ordonnances, y compris les mandats d'arrêt, et il est absolument urgent d'exécuter les mandats d'arrêt de la CPI. Sans arrestation, les affaires de la CPI ne peuvent pas aboutir et l'objectif de la Cour de rendre une justice opportune est défilé. L'exécution des mandats d'arrêt nécessite une volonté politique forte et une pression diplomatique que les États Parties devraient veiller à exercer au cours de la 17^{ème} session. En dehors de l'exécution de ces mandats d'arrêt, les États devraient s'engager à éviter tout contact non essentiel avec des personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI.

Les consultations informelles qui ont eu lieu en 2018 représentent la suite des discussions sur les stratégies d'arrestation ordonnées par l'Assemblée lors de sessions précédentes. À sa 13^{ème} session, l'Assemblée a pris note d'un rapport sur les stratégies d'arrestation présenté par le Rapporteur et a invité le Bureau à poursuivre les discussions sur le sujet en vue de soumettre un projet de plan d'action consolidé sur les stratégies d'arrestation à l'examen de l'Assemblée. À ses 14^{ème} et 15^{ème} sessions, l'Assemblée avait pris note du *Rapport sur le projet de plan d'action sur les stratégies d'arrestation* et avait chargé le Bureau de poursuivre l'examen des recommandations qui y figuraient en vue de son adoption. Des consultations informelles ont eu lieu en 2017 et 2018.

Le 7 novembre 2018, les co-facilitateurs pour la coopération, la Cour et l'Organisation internationale de la Francophonie ont organisé un séminaire intitulé « *Les arrestations: un défi essentiel dans la lutte contre*

l'impunité », qui visait à examiner les moyens de renforcer la coopération en matière d'arrestation de personnes soupçonnés d'avoir commis des crimes relevant du mandat de la Cour. Le séminaire a réuni des responsables de la Cour pénale internationale, des juges de juridictions nationales, des autorités nationales et internationales compétentes en matière d'arrestation, des représentants de la société civile et des praticiens du droit. Le séminaire a débouché sur un certain nombre de propositions visant à améliorer la coopération en ce qui concerne la mise en œuvre des mandats d'arrêt, qui seront examinées ultérieurement :

- Inclure des dispositions spécifiques pour la mise en œuvre opérationnelle des demandes de coopération en matière d'arrestation et de remise de suspects dans les lois de mise en œuvre du Statut de Rome ;
- Renforcer le dialogue entre les États Parties, et entre les États Parties et la Cour en établissant des points de contact directs au niveau national et en créant des réseaux pour partager les pratiques et procédures nationales permettant à la Cour et aux États Parties de mieux se coordonner avec les autorités nationales ;
- Établir des arrangements informels pour renforcer et rationaliser les interactions entre la Cour et les acteurs nationaux afin de rassembler les informations pertinentes pour permettre les arrestations ;
- Mettre en place une procédure nationale spécifique et unique, ou une institution telle qu'une unité spécialisée, pour centraliser et traiter les demandes de la Cour ;
- Envisager l'utilisation d'outils innovants pour la mise en œuvre des mandats d'arrêt, pouvant inclure des incitations ou des moyens d'assistance ; et,
- Envisager de signer avec la Cour des accords sur le transport de suspects, fournissant un transport aérien confidentiel, sécurisé et dédié, ayant la capacité d'atteindre les zones sensibles dans un délai rapproché.

Campagne d'arrestations de la CPI

Le séminaire sur les arrestations de novembre 2018 a également vu le lancement d'une campagne de sensibilisation et de médias sociaux de la CPI visant à sensibiliser le public à la question des arrestations et à la remise de suspects à la Cour. Avec 16 mandats d'arrêt contre 15 personnes en suspens, la campagne vise à mettre en évidence cet élément crucial du cadre de coopération. La campagne de la Cour comprend la création et la mise à jour régulière d'une page Web consacrée aux suspects recherchés : www.icc-cpi.int/defendants?k=At%20large ; la préparation d'un dépliant soulignant l'importance des arrestations ; et le lancement d'une campagne sur les médias sociaux pour sensibiliser le public à cette question. La Cour a demandé à toutes les parties prenantes de soutenir la campagne, notamment en lançant leur propre campagne de promotion de l'arrestation et de la reddition ; en suivant et partageant la campagne de la Cour sur les médias sociaux ; en faisant des déclarations publiques sur l'importance de l'arrestation et de la remise au cours de la 17^{ème} session de l'AEP, en particulier lors du séance plénier sur la coopération le 7 décembre 2018 ; en distribuant le dépliant créé par la Cour ; et en publiant des éditoriaux sur le sujet de l'arrestation et de la CPI.

Accords de coopération « volontaires »

La Cour demande régulièrement aux États Parties de compléter leurs obligations explicites découlant du Statut de Rome par des formes de coopération volontaire, qui s'avèrent d'être indispensables au fonctionnement de la CPI en tant qu'institution juridique juste et efficace, qui met en œuvre non seulement les droits des victimes et des témoins, mais également ceux de l'accusé. Une telle coopération volontaire peut également prendre la forme d'accords-cadres bilatéraux sur des sujets tels que la relocalisation des témoins, la mise en liberté provisoire et finale et l'exécution des peines.

Avec des accords-cadres, les États conviennent de coopérer avec la Cour pour mettre au point des accords de coopération à la mesure des besoins des deux parties, avant que ne parvienne une demande de coopération spécifique de la CPI. Un tel engagement offre également la possibilité de renforcer progressivement les capacités nationales, satisfaisant ainsi les normes internationales relatives aux droits de l'homme tout en laissant aux États la possibilité de refuser les demandes formelles. De tels accords réduisent les charges non seulement des activités de la Cour, mais également de son budget. La Cour a également noté l'intérêt des protocoles d'accord conclus entre la CPI et des organisations internationales telles que l'UNODC en ce qui concerne le renforcement des capacités pour faciliter les formes de coopération envisagées.

La Cour a élaboré des accords-cadres types pour aider les États Parties à mieux répondre aux demandes de la CPI, le cas échéant, en ce qui concerne le relocalisation et la protection des témoins, l'accueil des personnes libérées (accusés) et l'exécution des peines prononcées par la CPI. En 2017, le Greffe de la CPI a publié un manuel actualisé décrivant les accords-cadres actuellement disponibles et clarifiant les idées fausses sur les obligations qu'ils pourraient créer pour les États Parties : [https://www.icc-cpi.int/news/seminarBooks/Cooperation Agreements Fra.pdf](https://www.icc-cpi.int/news/seminarBooks/Cooperation%20Agreements%20Fra.pdf)

En 2018, les co-facilitateurs ont engagé des consultations informelles avec les États qui envisagent de signer un accord avec la Cour.

En novembre 2018, les accords de coopération suivants ont été conclus:

- 10 accords-cadres de l'exécution des peines ;
- 2 accords *ad hoc* de l'exécution des peines avec la République démocratique du Congo concernant les condamnations de Thomas Lubanga et de Germain Katanga ;
- 20 accords de relocalisation de témoins ;
- 1 accord de libération de personnes, avec l'Argentine;
- 2 accords de libération provisoire avec l'Argentine et la Belgique ; et,
- 0 accords sur l'accueil des personnes en cas de libération définitive.

17^{ème} session de l'ASP: plénière spéciale sur la coopération

Le vendredi 7 décembre 2018, la 17^{ème} session de l'ASP comportera une séance plénière spéciale consacrée au thème de la coopération et intitulée « *20 ans après Rome: Retour aux grands défis de la coopération.* » La séance plénière sur la coopération sera divisée en trois segments en se concentrant sur les enquêtes financières, avec un retour sur la Déclaration de Paris ; les arrestations, avec une présentation des conclusions du séminaire du 7 novembre 2018 ; et des accords de coopération volontaires, examinant les résultats obtenus à ce jour et les priorités pour l'avenir. La Plénière comprendra également une cérémonie de signature sur l'exécution des peines au cours de laquelle la Slovénie signera un accord avec la CPI.

9. Non-coopération

Le manque de coopération des États est l'un des grands défis auxquels la Cour est confrontée dans son travail. Afin de relever ce défi, le Bureau de l'AEP, en 2017 a nommé cinq points focaux sur la non coopération, un pour chaque groupe régional, conformément aux procédures de l'Assemblée sur la non coopération. La République tchèque, le Liechtenstein, le Pérou, la République de Corée et le Sénégal constituent les cinq points focaux régionaux actuels.

Les points focaux sur la non coopération dialoguent activement avec les parties prenantes concernées, y compris la société civile, sur les questions liées à la non coopération, telles que les déplacements des personnes

soumises à un mandat d'arrêt de la CPI, ainsi que les actions diplomatiques entreprises par les États parties à cet égard. En 2016, les points focaux ont élaboré une boîte à outils (*Boîte à outils pour la mise en œuvre de procédures concernant le défaut de coopération : dimension informelle*) comme ressource à utiliser par les États parties pour répondre aux cas potentiels de non coopération https://asp.icc-cpi.int/iccdocs/asp_docs/ASP15/ICC-ASP-15-31-Add1-FRA.pdf.

En 2018, les discussions avec le Groupe de Travail de New-York ont eu pour but d'actualiser les procédures de l'AEP en matière de non-coopération, en se concentrant en particulier sur l'Article 87, paragraphes 5 et 7 (« *Demandes de coopération : dispositions générales* »), et l'Article 112, paragraphe 2 (« *Assemblée des États Parties* ») du Statut de Rome. Le Bureau a également discuté de la question des réponses informelles au cas de non-coopération avec pour suggestions que le Président de l'Assemblée définisse plus clairement le rôle des points focaux sur la non coopération et les obligations en matière de rapport du Président lorsqu'il s'engage dans de « bons offices ».

La non coopération dans l'enquête sur la situation au Darfour au Soudan

Au cours des dernières années, la situation au Darfour, au Soudan, a été particulièrement caractérisée par des cas de non coopération. Les juges de la CPI ont fait plusieurs constatations de non coopération dans l'affaire contre le président soudanais Omar al-Bashir, dans chaque cas concernant la non arrestation d'Al-Bashir.

Les discussions et les activités sur la non coopération en 2018 ont de nouveau porté sur la non-exécution des mandats d'arrêt de la CPI contre Al-Bashir en 2009/2010, suite aux conclusions judiciaires du 11 décembre 2017 concluant à un manquement du Royaume hachémite de Jordanie à ses obligations en vertu du Statut de Rome par la non-exécution de la demande de la Cour d'arrestation et de remise d'Al-Bashir lors de son séjour sur le territoire jordanien en mars de la même année. La Chambre a décidé de référer le cas de non-conformité de la Jordanie à l'AEP et au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Le 12 mars 2018, la Jordanie a fait appel de cette décision. La Cour, spécifiquement, la Chambre d'Appel, a invité des organisations internationales, des États Parties et des professeurs en Droit international à présenter des observations sur l'argument légal soulevé par la Jordanie. La Chambre d'Appel a par la suite conduit cinq jours d'audience en Septembre 2018 et reçu des plaidoiries sur des points légaux adressés dans l'appel par la Jordanie, le Procureur de la CPI, et des *amici curiae* dont des représentants de l'Union Africaine, de la Ligue des États Arabes et de professeurs de Droit international. La décision de la Chambre d'Appel est toujours *sub judice* – en cours d'instance.

10. 20^{ème} anniversaire du Statut de Rome

Le Statut de Rome a été adopté le 17 juillet 1998. Marquant le 20^{ème} anniversaire de l'adoption du Statut de Rome, 2018 a été une année de célébrations par la société civile, les États Parties, et la Cour elle-même d'un engagement renouvelé dans le système du Statut de Rome et de ses valeurs fondatrices. Au cours de l'année, la Coalition a encouragé les états à se saisir de l'occasion des célébrations du 20^{ème} anniversaire pour encourager toutes les parties prenantes à prendre des actions concrètes pour la promotion de l'universalité du Statut de Rome, l'adoption de législations nationales de mise en œuvre, la ratification de l'APIC, et la conclusion d'accords de coopération volontaire dans le but de renforcer la coopération.

La Coalition salue les différentes initiatives conduites par un grand nombre de parties prenantes à l'occasion de l'anniversaire, et l'engagement renouvelé dans les valeurs du Statut de Rome exprimé à plusieurs occasions lors de cette année commémorative. Une compilation des différentes initiatives est accessible sur le site internet de la Coalition : <http://www.coalitionfortheicc.org/rome-statute-20-calendar-2018>

Pour sa part, la Coalition a lancé sa propre commémoration du 20^e anniversaire les 15 et 16 février 2018, et a

réuni à la Haye des parties prenantes engagées à tous les niveaux du système du Statut de Rome afin de célébrer et honorer les leaders des états et des organisations internationales ainsi que les membres de la Coalition qui ont aidé à accomplir la victoire historique pour la paix et la justice soit la création de l'unique Cour internationale permanente mandatée pour mettre fin à l'impunité du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, et du crime d'agression.

Lors du lancement, et tout au long de l'année, tout en célébrant cette avancée historique dans la paix, la justice et le droit international, la Coalition a encouragé toutes les parties prenantes à dresser le bilan du Traité et du système de justice internationale qu'il a créée – de ses provisions progressistes à ses lacunes imprévues ; de sa vision idéaliste à une réalité politique posant plus de défis. Un élément crucial dans ce processus de réflexion a été la prise en considération des défis actuels rencontrés par le Statut de Rome et d'autres institutions multilatérales dans un environnement politique international de plus en plus hostile, et de la manière dont le futur d'une justice internationale effective, indépendante et juste peut être assuré.

Afin de construire sur la dynamique créée par le 20^e anniversaire du Statut de Rome, la Coalition a appelé les parties prenantes à créer des opportunités de sensibilisation et de partage des connaissances afin de promouvoir des partenariats animés des mêmes idées non seulement avec des gouvernements et des organisations inter-gouvernementales, mais également au sein de divers domaines de la société civile travaillant sur des questions relevant de la justice internationale, de l'état de droit, de la consolidation durable de la paix, parmi d'autres.

En soutien à cette dynamique, la Coalition a publié le *«Toolkit pour la commémoration d'un jalon dans la lutte contre l'impunité»* offrant des suggestions concrètes pour des actions à destination des états, des organisations internationales et régionales, de la Cour, de la société civile et des médias, qui est accessible en téléchargement en anglais et en français sur le site internet de la Coalition : <http://www.coalitionfortheicc.org/fr/document/toolkit-sengager-au-20eme-anniversaire-du-statut-de-rome>

17^{ème} session de l'AEP : Session plénière spéciale sur le 20^{ème} anniversaire

La 17^{ème} session de l'AEP verra une discussion plénière portant sur le 20^{ème} anniversaire avoir lieu le vendredi 7 décembre 2018 offrant une opportunité à la communauté internationale pour lui permettre de dresser le bilan des accomplissements jusqu'à ce jour, et de considérer les manières de renforcer les efforts afin de faire face aux défis auxquels la Cour sera confrontée dans son avancement. La Coalition espère que l'engagement renouvelé dans la justice internationale exprimé à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du Statut continuera à fournir une dynamique aux États Parties, ainsi qu'aux pays n'ayant pas encore rejoint pour qu'ils expriment leur soutien politique à un système qui a lutté pendant deux décennies contre l'impunité des crimes les plus graves.

11. Soutenir la Cour et ses partisans contre les ingérences et les menaces politiques

Le 5 Octobre 2018, l'État de Palestine a soumis une demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour de la 17^{ème} session de l'AEP sur « Faire face aux menaces adressées à la Cour pénale internationale, à ses juges et aux États Parties coopérant avec la Cour »

La justification de l'État de Palestine cita la préoccupation collective de l'AEP – noté lors de la 16^{ème} session – « au regard des tentatives d'intimidation visant à dissuader toute coopération, » et souligna que « aujourd'hui la Cour pénale internationale fait l'objet d'une attaque inacceptable et sans précédent depuis sa création il y a vingt ans. Les menaces à son encontre, ainsi que les mesures répressives prises contre des États Parties de la Cour, exigent, de l'ensemble des États Parties, qu'ils adoptent une position ferme et unifiée, et qu'ils examinent cette

question, lors de la dix-septième session de l'Assemblée des États Parties. »

Alors que la Cour s'est engagée dans de nouveaux examens préliminaires et de nouvelles enquêtes, l'institution et ses défenseurs sont de plus en plus attaqués. Au cours du Débat général et de la séance plénière spéciale abordant cette problématique le 7 décembre, les États devraient en particulier condamner fermement toute action visant à s'immiscer dans les enquêtes et les poursuites de la Cour, toute menace proférée contre la Cour et ses défenseurs, ainsi que la diffusion d'informations trompeuses et fausses concernant le système du Statut de Rome. Les États devraient s'engager à œuvrer de concert pour s'opposer à tout effort visant à ébranler le travail de la Cour et son indépendance, et en particulier, aux menaces proférées à l'encontre de la CPI, de ses membres et de ceux qui coopèrent avec elle. Les États devraient continuer à soutenir la société civile engagée dans les efforts de justice internationale, notamment en assurant leur protection en tant que défenseurs des droits humains et leur accès aux débats et discussions axés sur le renforcement du système du Statut de Rome et sur la justice rendue aux victimes dans le monde entier.

12. Efficacité et efficience des procédures

De longues procédures judiciaires ont longtemps affecté les tribunaux pénaux internationaux, et la CPI ne fait pas exception. On peut s'y attendre dans une certaine mesure lors des premiers procès - mais avec des exigences croissantes en matière de justice internationale, des allégations d'infractions contre l'administration de la justice et des politiques restrictives de financement des institutions internationales, une amélioration significative de l'efficacité des procédures s'est avéré être une priorité pour la CPI.

Cependant, tout effort d'efficacité doit simultanément maintenir l'efficacité des procédures alors que la CPI cherche à assurer une justice opportune pour les victimes, à respecter les normes internationales pour les accusés et à renforcer la confiance dans le système du Statut de Rome.

Dans le Groupe d'étude sur la gouvernance (SGG) - un groupe de travail du Bureau de l'AEP qui travaille tout au long de l'année à La Haye, pour permettre un dialogue structuré entre la Cour et les États parties - les États ont pour objectif de renforcer le cadre institutionnel du système du Statut de Rome. Cette approche inclut non seulement les initiatives indépendantes de la Cour en ce qui concerne l'amélioration de l'efficience et de l'efficacité de ses activités judiciaires, mais aussi des initiatives ayant des objectifs similaires mais relevant de la compétence des États parties. Pour sa part, la Coalition plaide depuis des années pour des révisions exhaustives à l'échelle de l'institution des processus judiciaires de la CPI.

La Coalition estime que la société civile est particulièrement bien placée pour promouvoir le dialogue entre toutes les parties prenantes dans le but d'assurer une Cour plus efficace et efficiente. Entre autres, la Coalition a plaidé en faveur de la réforme des pratiques d'appels non durables ainsi que de la prise en compte des droits des victimes lors de la discussion de pratiques efficaces. La Coalition soutient les initiatives qui coordonnent les efforts entre les États parties, les fonctionnaires de la Cour, la société civile et les experts des tribunaux ad hoc et spéciaux.

En 2018, le SGG était coprésidé par les ambassadeurs Hiroshi Inomata (Japon) et María Teresa Infante Caffi (Chili). Le SGG est composé de « clusters » (thème), chacun avec son propre objectif spécifique. Au cours de sa 17^e session, l'AEP adoptera un rapport préparé par les coprésidents du SGG, avec des contributions de chaque groupe, ainsi que des éléments à inclure dans la résolution *omnibus* de l'AEP.

SGG Cluster I: Accroître l'efficacité de la procédure pénale

Le SGG Cluster I s'intéresse à « Accroître l'efficacité de la procédure pénale », avec Mme Erica Lucero (Argentine) et M. Philip Dixon (Royaume-Uni) agissant en tant que co-points focaux en 2018. En 2018, le programme de travail du Cluster I s'est concentré sur la participation des victimes dans les procédures pénales de la Cour et sur l'amendement de la Règle 26 du Règlement de procédure et de preuve de la CPI.

Participation des victimes dans les procédures pénales de la CPI

Le 6 février 2018, les co-points focaux ont organisé un séminaire d'une demi-journée sur la Participation des victimes à la Cour pénale internationale, réunissant l'ancienne Présidente Silvia Fernandez de Gurmendi, des experts de la Société civile, des praticiens, et l'Association du Barreau près la CPI. Le séminaire a souligné certains enjeux et défis relatif à divers aspects de la participation des victimes dans les procédures pénales de la CPI, et donna lieu à plusieurs recommandations :

- La fourniture d'informations aux victimes de manière claire, effective et dans les meilleurs délais ;
- Le besoin de procédures claires – La révision et simplification du formulaire de la Cour de demande de participation des victimes a été largement saluée ;
- La fourniture d'une formation essentielle pour les intermédiaires et les représentants ; et le développement de standards professionnels et éthiques ;
- Une stratégie claire à l'échelle de la Cour pour la sensibilisation et l'engagement avec les victimes ;
- Une consolidation de bonnes pratiques communes pour assurer une consistance et une prévisibilité (afin d'assister dans la gestion des attentes), tout en reconnaissant le besoin de maintenir une certaine flexibilité pour permettre l'adaptation des approches afin de prendre en compte des circonstances spécifiques dans certains cas ;
- Le développement de pratiques communes sur les éléments pratiques de la participation des victimes dans les procédures, par exemple la fourniture d'éléments de preuve, les interrogatoires des témoins, etc. ;
- Le besoin d'équilibre entre les Droits de l'accusés et ceux des victimes.

Des textes relatifs aux droits des victimes et aux réparations, à l'aide juridique et à la représentation, ainsi qu'au FPV seront inclus dans la résolution *omnibus* de cette année.

17^{ème} session de l'AEP : session plénière spéciale sur la participation des victimes et la représentation légale

Le mardi 11 décembre 2018, lors de la 17^{ème} session de l'AEP, une séance plénière spéciale sera dédiée au thème « Accomplissements et défis au regard de la participation et la représentation légale des victimes, 20 ans après l'adoption du Statut de Rome », organisée à l'initiative des Co-facilitateurs du Cluster I. Des représentants de la Société civile, des fonctionnaires de la Cour et des États Parties partageront leurs opinions à ce sujet et adresseront certaines questions telles que, « à quels moments les victimes peuvent-elles participer ? ; quelles victimes peuvent participer ; que signifie la participation en pratique ; et de quelle façon la représentation légale fonctionne ? »

Amendement de la Règle 26 RPE

Dans son rapport annuel de 2016, l'ancien Chef du Mécanisme de contrôle indépendant, M Ian Fuller, suggéra de manière informelle la possibilité d'amendements à la Règle 26 du Règlement de procédure et de preuve, afin de rendre compatibles la Règle 26 et le mandat du Mécanisme. À la suite de cela, l'AEP a mandaté le Groupe d'étude sur la gouvernance d'envisager ce possible amendement.

En 2018, le Cluster I a tenu cinq consultations informelles afin de considérer si les États Parties devraient amender la Règle 26, durant lesquelles le Chef du Cabinet de la Présidence, M. Hiran Abtahi, et le Chef du Mécanisme de contrôle indépendant, Mme Judit Jankovic, furent invités à participer aux discussions.

À la conclusion des consultations, un projet d'amendement de la Règle 26 fut adopté par consensus et soumis au Groupe de Travail sur les amendements avec pour recommandation d'étudier le projet adopté en vue de proposer son adoption lors de la dix-septième session de l'Assemblée des États Parties.³

³ A cette heure, il n'est pas encore sur que le Groupe de travail sur les amendements soumettra l'amendement à l'AEP pour considération lors de la 17^{ème} session.

SGG Cluster II: Gouvernance et processus budgétaire

Le SGG Cluster II aborde la « gouvernance et le processus budgétaire ». Les co-points focaux du Cluster II en 2018 étaient M. Reinhard Hassenpflug (Allemagne) et M. Alfredo Alvarez Cardenas (Mexique).

Les discussions du Cluster II, qui impliquent plus directement le rôle de supervision de l'AEP dans les initiatives visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité des activités de la Cour, ont porté sur l'élaboration **d'indicateurs de performance** à la CPI. L'exercice fait partie d'un effort continu de la CPI, à la demande de l'AEP en 2014, « *d'intensifier ses efforts pour développer des indicateurs qualitatifs et quantitatifs qui permettraient à la Cour de mieux démontrer ses réalisations et ses besoins, et de permettre aux États parties d'évaluer les performances de la Cour d'une manière plus stratégique* ».

En 2015, la Cour a décidé d'identifier les principaux objectifs de la performance de la Cour dans le cadre de l'exercice:

- Des procédures accélérées, équitables et transparentes de la CPI à chaque étape ;
- Un leadership et une gestion efficace de la CPI ;
- Une sécurité adéquate pour le travail de la CPI, y compris la protection des personnes à risque en raison de toute implication avec la Cour ; et
- L'accès des victimes à la Cour.

Les discussions du Cluster II en 2018 ont porté sur le quatrième objectif principal, « *l'Accès des victimes à la Cour.* » Lors des discussions du SGG, M. Ambach, Chef de la Section de la participation des victimes et des réparations du Greffe releva que les indicateurs qualitatifs en rapport avec l'impact de la Cour sur les victimes et les communautés affectées sont intrinsèquement difficiles à mesurer, puisque les ressources et les contraintes en matière de capacité ont rendu difficile l'évaluation de son impact sur le terrain.

Le Groupe d'étude entend continuer son étude sur les indicateurs de performance en 2019.

Dans le même temps, la Cour a publié son 4^{ème} « Rapport sur les activités de la Cour pénale internationale » pour l'année 2017 en Août 2018.

13. Participation des victimes et réparations

Les victimes de crimes graves sont la raison pour laquelle la CPI existe. Le Statut de Rome habilite les victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide à demander des comptes à leurs persécuteurs et à vivre dans l'espoir, la dignité et le respect.

La création d'un système de justice rétributive et réparatrice qui reconnaît les victimes comme ses bénéficiaires ultimes est en grande partie due aux efforts inlassables des organisations de la société civile à la Conférence de Rome en 1998. Les victimes peuvent, par le biais d'un représentant légal nommé par la Cour ou indépendant, présenter leurs points de vue et leurs préoccupations lors des procédures devant la CPI (*Voir Chapitre 12 pour des détails sur les discussions en 2018 concernant la participation des victimes dans les procédures de la CPI*). Le Statut de Rome a également établi le droit des victimes à demander et recevoir des réparations. Les réparations ne sont pas limitées à une compensation monétaire ; elles peuvent prendre plusieurs formes, y compris la réadaptation. Les réparations sont décidées par les juges de la Cour et, sur ordre des juges, administrées par le Fonds au profit des victimes (FPV).

Le Fonds au profit des victimes fonctionne sous la direction du Conseil d'administration du Fonds (Conseil du FPV), dont les décisions sont mises en œuvre par le Secrétariat du Fonds. Le Fonds a un double mandat : (i) mettre en œuvre les réparations ordonnées par la Cour et (ii) fournir un soutien physique, psychologique et matériel aux victimes et à leurs familles. Les deux mandats exigent des contributions volontaires pour un financement adéquat. Lors de la 17^e session de l'AEP, les états éliront 5 membres du Conseil d'administration

du Fonds. (Voir Chapitre 6 pour plus de détails.)

Réparations

Le mandat de réparation du Fonds est lié à des procédures judiciaires spécifiques devant la Cour résultant en une condamnation. Les ressources sont collectées au travers d'amendes et confiscations et des indemnités accordées à titre de réparations et complémentées par « d'autres ressources pour le Fonds » si le Conseil du Fonds le décide.

Trois affaires portées devant la Cour sont actuellement en phase de réparations, allant d'un projet de mise en œuvre (*Al Mahdi* au Mali) à la phase de mise en œuvre (*Lubanga* et *Katanga* en République Démocratique du Congo). Chacune de ces trois affaires actuellement en phase de réparations implique différents crimes ayant résulté en divers et distincts préjudices subis par les victimes et leurs familles. Des procédures de réparations auront potentiellement lieu dans les affaires *Ntaganda*, *Gbagbo* et *Blé Goudé*, et *Ongwen*, sujettes à des condamnations. En partenariat avec la Cour, la tâche du Fonds est désormais d'assurer que la formulation d'indemnités accordées à titre de réparation réponde aux préjudices subis par les victimes dans chacune des affaires par les Chambres de première instance respectives, et que, au travers de leur mise en œuvre efficiente et opportune, la promesse de réparations puisse devenir une réalité concrète et significative pour les victimes, les plaçant sur la voie de la guérison et d'une réintégration positive au sein de leurs familles et communautés.

Étant confronté à ces développements, pour 2019, le Fonds a demandé une hausse de 1 486.3 milles euros ou de 58.5% du budget-programme de 2018 étant de 2541.5 mille euros pour satisfaire ses responsabilités grandissantes et intensifiées lors de la phase de mise en œuvre des procédures de réparation. Le Comité du budget et des finances, cependant, a recommandé une réduction de 746.8 mille euros dans le Grand Programme VI comparé à son budget initialement proposé. Le Comité a par conséquent recommandé à l'Assemblée d'approuver un budget total de 3,281.0 mille euros pour le Fonds (Voir Chapitre 16 pour plus de détails sur le Budget proposé de la Cour pour 2019 et les recommandations connexes du Comité du budget et des finances).

Avec un impact significatif sur des réparations espérées, le 8 juin, la Chambre d'Appel de la Cour pénale internationale (CPI) a décidé, dans une décision à majorité, d'acquitter M. Jean-Pierre Bemba Gombo de chefs d'accusation de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le jugement a annulé la décision rendue le 21 mars 2016 par la Chambre de première instance III, qui avait reconnu coupable Bemba – Commandant en chef du groupe rebelle Mouvement de Libération du Congo (MLC) et ancien Vice-Président de la République Démocratique du Congo – de crimes de guerre et crimes contre l'humanité contre des civils commis par des troupes sous son contrôle lors d'opérations infructueuses menées par le MLC visant à réprimer un coup d'état en République centrafricaine (RCA) en 2002. Au moment de son acquittement, M. Bemba servait une peine de 18 ans d'emprisonnement résultant de ce jugement initial.

En réponse à cela, le 13 juin, le Fonds au profit des victimes a décidé d'accélérer le lancement d'un programme sous son mandat d'assistance, pour fournir une réhabilitation physique et psychologique, ainsi qu'un soutien matériel au profit des victimes et de leurs familles dans la situation en République centrafricaine. Dans un communiqué annonçant cette décision, le Fonds souligna sa garantie « *aux victimes dans l'affaire Bemba et aux autres victimes ayant subi un préjudice dans la situation en RCA I : vous n'êtes pas oubliées. Les préjudices que vous avez subis sont reconnus et appellent de toute urgence une réponse significative.* »

14. Le Documentation d'orientation de la CPI en matière d'aide judiciaire

À sa 15^{ème} session, l'AEP avait demandé à la Cour de réévaluer l'efficacité du système d'aide judiciaire afin de « *respecter et renforcer les principes du système d'aide judiciaire, à savoir celui du procès équitable, d'objectivité, de transparence, d'économie, de continuité et de flexibilité.* » En 2018, basé sur les leçons apprises et les consultations précédentes, la Section d'appui aux Conseil et la Direction des services judiciaires ont produit un nouveau projet de politique en matière d'aide judiciaire « Politique d'aide judiciaire de la Cour pénale internationale ». Certains sujets couverts par le projet comprennent la détermination de l'indigence ; la composition de l'équipe de la Défense et des victimes ; la rémunération du conseil et des membres des équipes ; le budget pour les enquêtes de la défense ; le budget pour les missions sur le terrain pour les équipes des victimes. Le nouveau projet de politique sera le centre d'attention d'une réunion de consultation en amont de la 17^e session de l'AEP, le 3 décembre 2018 à La Haye.

15. Universalité du Statut de Rome

La ratification du Statut de Rome dans le monde entier est nécessaire pour mettre en place un système de justice pénale internationale qui éradique l'existence de tout refuge pour les individus qui commettent les pires crimes connus de l'humanité. La CPI s'efforce activement de mettre fin à l'impunité en demandant des comptes aux auteurs des crimes internationaux les plus graves.

Pour que la CPI connaisse un véritable succès, l'adhésion universelle est une composante intégrale. En adhérant à la CPI, les États peuvent donner à la Cour une portée mondiale, améliorant ainsi l'accès à la justice pour les victimes. Grâce à l'adhésion, les États peuvent également travailler pour améliorer l'efficacité et l'efficacé de la justice internationale, présenter des candidats à l'élection en tant que fonctionnaires de la CPI et de l'AEP ; et proposer des amendements aux textes fondamentaux de la CPI.

Tout aussi importante est la mise en œuvre intégrale et efficace des dispositions du Statut de Rome relatives à la complémentarité et à la coopération dans les cadres juridiques nationaux. Cela permet aux États de disposer du cadre juridique nécessaire pour poursuivre les enquêtes et les poursuites des crimes du SR au niveau national. Il permet également un soutien et une coopération plus efficaces avec la Cour, en particulier dans des domaines tels que l'exécution des mandats d'arrêt et la remise, et en permettant l'investigation et la collecte de preuves sur le territoire des États où des crimes internationaux auraient été commis. La mise en œuvre du SR permet également une modernisation des systèmes juridiques nationaux, car de nombreuses dispositions du SR sont progressistes et tournées vers l'avenir, par exemple sur la participation des victimes et sur les violences sexuelles et sexistes.

À sa cinquième session en 2006, l'Assemblée des États Parties a adopté le « *Plan d'action de l'Assemblée des États Parties pour parvenir à l'universalité et à la pleine application du Statut de Rome de la Cour pénale internationale* ». Le Plan d'action appelle les États parties à utiliser de manière proactive les moyens politiques, financiers et techniques dont ils disposent pour promouvoir l'universalité et la pleine application du Statut de Rome par le biais de relations bilatérales, régionales et multilatérales. Il appelle également le Secrétariat de l'AEP à soutenir les efforts déployés par les États pour promouvoir l'universalité et la mise en œuvre intégrale du Statut en servant de point focal pour l'échange d'informations. Le Plan d'action appelle également les États à fournir annuellement au Secrétariat de l'AEP des informations concernant les actions qu'ils ont entreprises afin de promouvoir la ratification et la mise en œuvre intégrale du Statut de Rome ; au 30 novembre 2018, seulement 4 états ont répondu à la requête de 2018 : l'Autriche, le Chili, le Luxembourg, et la République Slovaque.

En 2018, les points de contact de l'AEP sur la mise en œuvre du Plan d'action, les Pays-Bas et la République de Corée, ont facilité des actions et des discussions sur l'accomplissement de l'universalité et mené des négociations sur le rapport du Bureau de l'AEP sur le Plan d'action de 2018. Par exemple, la République de Corée a invité des Ambassadeurs de pays asiatiques à La Haye et organisé un réunion d'information régionale lors de laquelle le Procureur de la CPI, Mme Bensouda, a pris part. Quelques États non parties ont également

assisté à la réunion. Un autre événement porté sur l'universalité et la mise en œuvre intégrale du Statut de Rome s'est tenu à Séoul en Novembre avec des pays de la région. L'ancien Président de la Cour, Juge Sang-hyun Song a prononcé un discours inaugural lors de cet événement.

Des recommandations sur la promotion de l'universalité en 2019 seront incluses dans la résolution omnibus pour adoption à l'AEP17.

La Coalition a également entrepris des campagnes publiques pour promouvoir l'universalité et le soutien à la Cour à la lumière du 20^{ème} anniversaire du Statut de Rome : par exemple, la Coalition a organisé un forum de haut niveau à la CPI en février suivi d'un jour de forums interactifs au Palais de la Paix, intitulé « *le Statut de Rome à 20 ans : Commémoration du 20^{ème} anniversaire du Statut de Rome.* » La Coalition a également développé un « *Toolkit* »⁴ avec des suggestions concrètes, des objectifs précis d'action, et des ressources afin d'aider à informer les parties prenantes dans la conception d'événements et d'initiatives pour renforcer l'engagement dans le système du Statut de Rome et la lutte contre l'impunité.

Le 17 mars 2018, le gouvernement des Philippines a informé la Section des Traités de l'ONU de son intention de se retirer du Statut de Rome. Le retrait prendra effet un an après le dépôt de la notification de retrait, le 17 mars 2019, date à laquelle le nombre d'États Parties sera réduit au nombre de 122. Le 8 février 2018, le Bureau du Procureur de la CPI a annoncé qu'il mènerait un examen préliminaire sur la situation dans les Philippines au regard de crimes supposément commis depuis le 1 juillet 2016 dans le contexte de la « lutte contre la drogue » du Gouvernement des Philippines. Un retrait n'a aucun impact sur des procédures en cours ou sur toutes autres questions déjà examinées par la Cour avant la date à laquelle le retrait prend effet ; ni sur le statut d'aucun juge servant déjà auprès de la Cour. Le Juge de la CPI Raul Cano Pangalangan, élu le 24 juin 2015, est un ressortissant des Philippines.

16. La Complémentarité

En vertu du principe de complémentarité, les États parties ont le devoir d'enquêter et de poursuivre tous les crimes du Statut de Rome qui sont commis dans leurs juridictions respectives et devraient donc assumer le rôle principal dans l'application du Statut de Rome au niveau national. Si un État partie n'a pas la capacité ou la volonté de poursuivre les auteurs de crimes internationaux, la CPI décidera s'il y a lieu d'enquêter et de poursuivre - et de répondre ainsi au problème de l'impunité.

La CPI reconnaît que le manque de capacité ou de volonté politique peut expliquer l'absence d'enquête et de poursuite des crimes internationaux devant les tribunaux nationaux. Même dans ce cas, la CPI n'assume que la responsabilité des poursuites à l'encontre des personnes les plus responsables, laissant aux juridictions nationales un rôle important à jouer dans le traitement d'autres responsables, y compris des responsables de niveau inférieur. Des juridictions nationales renforcées contribueraient à la lutte contre l'impunité. De ce fait, durant la 16^{ème} session de l'AEP en 2017, les États Parties ont décidé qu'en 2018, ils poursuivraient « *avec la Cour et les autres parties prenantes, le dialogue sur la complémentarité, notamment sur les activités de renforcement des capacités dans ce domaine menées par la communauté internationale en vue d'apporter une assistance aux juridictions nationales, sur d'éventuelles stratégies d'achèvement de la Cour propres à une situation dont elle a été saisie et sur le rôle des partenariats avec les autorités nationales et d'autres acteurs à cet égard ; notamment pour apporter une assistance sur des questions telles que la protection des témoins et les crimes sexuels et à caractère sexiste.* »

L'Australie et la Roumanie ont été désignées à nouveau points de contacts pour les pays sur la complémentarité pour 2018, afin de faciliter les discussions à La Haye, New-York, et ailleurs.

⁴ <http://www.coalitionfortheicc.org/fr/document/toolkit-sengager-au-20eme-anniversaire-du-statut-de-rome>

Discussions sur la complémentarité en 2018

Les consultations sur la complémentarité dans le Groupe de Travail en 2018 ont facilité des discussions sur le renforcement de la mise en œuvre domestique du Statut pour améliorer la capacité des juridictions nationales à poursuivre les auteurs des crimes les plus graves ayant une portée internationale. De plus, la Coalition rappelle l'interprétation suivante :

« Il est généralement entendu par les États Parties, la Cour et les autres parties prenantes que la coopération internationale – notamment par le biais de programmes de développement de l'État de droit visant à aider les juridictions nationales à statuer sur des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des génocides – peut contribuer à la lutte contre l'impunité pour de tels crimes. On parle dans ce cas de « complémentarité positive » ou d'activités ayant trait à la complémentarité. L'appropriation par les autorités nationales est essentielle et nécessaire pour assurer la mise en œuvre et le succès de ces activités. »

Alors que le principe de complémentarité, tel que consacré par le Statut de Rome, traite du rôle de la CPI en tant que juridiction de dernier ressort après que les juridictions nationales se sont montrées incapables ou peu disposées à enquêter et poursuivre les crimes internationaux fondamentaux, la « complémentarité positive » fait plus spécifiquement référence aux capacités nationales en ce qui concerne ces enquêtes et poursuites.

Les consultations entre les États parties, la Cour, la société civile et d'autres acteurs concernant la complémentarité positive ont mis en évidence des différences dans la compréhension de ce que la complémentarité positive signifie dans la pratique pour la Cour, l'AEP et les systèmes nationaux – considérant les limitations du mandat ainsi que les défis relatifs au financement, à la coordination, et la volonté politique.

Les points de contact pour les États ont noté que le rôle de l'AEP à cet égard est de poursuivre ses efforts pour faciliter l'échange d'informations entre la Cour, les États Parties, et autres parties prenantes, visant à renforcer les juridictions domestiques.

En 2018, un nombre de réunions et de consultations sur la question de la complémentarité se sont tenus avec les parties prenantes concernées, y compris des États, tous les organes de la Cour, des représentants de la société civiles et d'organisations internationales. Les réunions se sont concentrées sur la manière dont les États conservent la responsabilité première d'exercer leur juridiction pénale sur les crimes énoncés dans le Statut ; l'Article 18 du Statut de Rome (décision préliminaire sur la recevabilité) ; et les efforts menés par les juridictions nationales, régionales et internationales pour enquêter et poursuivre les crimes du Statut de Rome.

À la suite de consultations avec la Cour, les États Parties et la société civile, en Octobre 2018, le Secrétariat de l'AEP a annoncé la création d'une « Plateforme de complémentarité pour l'assistance technique » visant à faciliter le lien entre les États Parties demandant une assistance technique avec des acteurs pouvant être capables d'assister les juridictions nationales dans leurs efforts d'enquête et de poursuites des crimes du Statut de Rome.

Les points focaux ont également présidé diverses discussions informelles et sessions informatives dans le Groupe de Travail de La Haye. En Octobre 2018, une session informelle consista en deux débats sur les thèmes « Complémentarité : obligations, droits et défis, y compris pour les États non parties » et « Complémentarité en pratique : les efforts des juridictions nationales, régionales et internationales pour enquêter et poursuivre les crimes du Statut de Rome ».

17. Le budget de la Cour pour 2019

Pour financer la plupart des activités et des principaux programmes de la Cour, les États parties au Statut de Rome doivent verser chacun une contribution annuelle proportionnelle à leur revenu national brut.

Le Greffier de la CPI coordonne la rédaction du budget global demandé par la Cour au cours de l'année précédant la session d'automne du Comité du budget et des finances (CBF) de l'AEP, qui formule ensuite des recommandations sur le budget proposé pour l'AEP à examiner lors de sa session annuelle.

En 2018, les États parties ont examiné les questions budgétaires au sein du Groupe de travail sur le budget du Bureau de l'AEP, facilité par l'Ambassadeur Jens-Otto Horslund (Danemark). Une facilitation de second rang sur la gestion et le contrôle du budget mené par l'Ambassadeur Eduardo Rodríguez (Bolivie) s'est également poursuivie, de même que les discussions dans les locaux de la CPI sous la tutelle de l'ambassadeur Willys Delvalle (Panama).

Bien que la Coalition ne prenne pas position sur le montant spécifique des ressources à allouer à la CPI au cours d'une année donnée, elle exhorte les États à considérer l'examen et les recommandations du CBF comme étant l'approche minimale à adopter lors de leurs discussions sur le budget 2019 lors de l'AEP17.

Les États parties devraient s'opposer à une limitation arbitraire du budget de la Cour pour 2019, ce qui compromettrait la capacité de la CPI à rendre une justice équitable, efficace et même efficiente. Un manque de ressources constitue un obstacle majeur au fonctionnement optimal de la Cour.

Proposition de budget des tribunaux pour 2019

L'AEP examinera les chiffres suivants lors de sa session annuelle cette année :

Budget 2019 proposé par la CPI : 147,55 millions d'euros

[Augmentation proposée, supérieure au budget 2018 de la CPI : 3,70 millions d'euros (2,6%)

Emprunt de l'État hôte 2018 et versements : 3.585 millions d'euros

Total du budget demandé par la CPI : 151,134 millions d'euros

Recommandations du Comité du budget et des finances

Pour préparer ses recommandations finales à l'AEP, le CBF – un organe technique d'experts de l'AEP chargé d'évaluer et de formuler des recommandations sur les besoins budgétaires uniques de la CPI – prend en compte diverses exigences en matière de poursuites, de justice et d'organisation, ainsi que les obligations de la Cour envers les accusés et victimes, lors de ses réunions semestrielles. Après avoir examiné le projet de budget de la Cour pour 2019, le CBF a recommandé à l'AEP de prendre en compte les chiffres suivants lors de sa 17^e session:

Budget 2019 recommandé par le CBF pour la CPI : **144,87 millions d'euros**

Réduction recommandée par rapport à la demande de budget 2019 de la Cour : 2,68 millions d'euros

Augmentation recommandée par rapport au budget approuvé de la CPI 2018 : 1,02 millions d'euros (0.6%)

Dans son rapport, le CBF notait entre autres que le manque de liquidité était l'une des questions les plus pressantes pour la Cour. Le comité s'est déclaré préoccupé par les conséquences potentielles de ce manque dont les effets se feraient ressentir dès décembre 2018. Le CBF n'a pas non plus recommandé de donner une réponse positive concernant les demandes de reclassement, au motif que la pratique consistant à changer le titre d'un poste pourrait transmettre au personnel des attentes irréalistes selon lesquelles un tel changement

entraînerait automatiquement un changement de grade. Le CBF a également pris note des développements importants de la CPI qui ont un impact sur le Fonds au profit des victimes, en particulier en ce qui concerne les réparations (*voir le chapitre 13 pour plus de détails sur les réparations en 2018*).

Les recommandations du CBF pour le financement des principaux programmes de la Cour en 2019 ont été les suivantes :

- Grand programme I – Pouvoir judiciaire : 12,1 millions d'euros (*soit une diminution de 4,8% par rapport au budget-programme approuvé pour 2018 (BPA)*) ;
- Grand programme II – Bureau du Procureur : 46,8 millions d'euros (*soit une augmentation de 1,8% par rapport au BPA de 2018*) ;
- Grand programme III – Greffe : 76,7 millions d'euros (*soit une diminution de 0,6% par rapport au BPA 2018*) ;
- et,
- Grand programme VI – Secrétariat du Fonds au profit des victimes : 3,3 millions d'euros (*soit une augmentation de 29,1% par rapport au BPA de 2018*).

États parties en retard de paiement

Lorsque les États parties ont des arriérés ou ne sont pas encore acquittés de leurs contributions, la Cour ne peut pas accéder à l'intégralité du budget qui lui est alloué par l'AEP. L'AEP examine cette question dans le cadre d'un Groupe de travail spécialisé à New York, actuellement dirigé par M. Mohammad Humayun Kabir (Bangladesh).

Selon le CBF, 19 201 858 euros de contributions mises en recouvrement en 2018 (13,4%) étaient impayés au 31 août. Le CBF a en outre noté que les contributions non réglées des années précédentes s'élevaient à 16 616 019 euros, pour un total de 36,9 millions d'euros.

Aux termes de l'article 112 (8) du SR, « *un État partie qui est en retard dans le paiement de sa contribution financière à la Cour n'a pas le droit de vote à l'Assemblée ni au Bureau si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions qui lui sont dues pour les deux années complètes précédentes* ». Selon le CBF, au 31 août 2018, 13 États parties étaient en retard de paiement et ne pourront donc pas voter à la 17^e session de l'AEP⁵.

18. Relations entre l'ONU et la CPI

Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la CPI

Le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a le pouvoir de renvoyer au Procureur de la CPI les situations qui représentent une menace pour la paix et la sécurité internationales, aux fins d'enquêtes et éventuellement de poursuites, que l'État soit ou non partie au Statut de Rome. À ce jour, le Conseil de sécurité des Nations Unies a déféré à la Cour les situations au Darfour, Soudan (2005) et en Libye (2011). Afin de tenir le Conseil de sécurité des Nations Unies au courant des situations évoquées, le Procureur informe le Conseil de l'état et du suivi des deux affaires périodiquement tout au long de l'année.

Le CSNU a également le pouvoir de différer d'une année les enquêtes de la CPI s'il estime que cela est dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationale.

⁵ Les 13 Etats au 31 août 2018 : Antigua-et-Barbuda, la République centrafricaine, le Chad, les Comores, le Congo, la Dominique, la République dominicaine, la Guinée, les Maldives, les Îles Marshall, le Niger, (la République bolivarienne du) Vénézuéla, et la Zambie.

L'article 3 de l'Accord de relations entre la Cour pénale internationale et l'Organisation des Nations Unies établit une obligation réciproque de coopération entre les deux organisations. Cependant, au détriment de la justice internationale, le CSNU n'a toujours pas fourni la coopération ou l'appui financier requis pour garantir l'efficacité des enquêtes et des poursuites de la CPI découlant de ses renvois. Certaines dispositions figurant dans les renvois du CSNU ont compromis la capacité de la CPI à servir une justice impartiale, telles que l'exclusion explicite des ressortissants d'États non parties à la juridiction de la Cour.

La CPI ne peut pas enquêter sur des situations d'atrocités impliquant des États non parties en l'absence de renvoi du Conseil de sécurité. C'est un problème de plus en plus pressant étant donné les violations massives et bien documentées des droits humains commises dans de nombreux endroits du monde où la CPI n'est pas compétente. Les cinq membres permanents du CSNU – la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis – peuvent chacun opposer leur veto à toute résolution leur étant présentée. En mai 2014, malgré le soutien de plus de 60 États membres des Nations Unies et de centaines de groupes de la société civile, la Russie et la Chine ont opposé leur veto à une résolution renvoyant à la CPI des atrocités généralisées en Syrie – la première fois qu'une résolution de renvoi avait échoué. Cette sélectivité politique des membres du CSNU en matière de responsabilité entraîne un accès inégal à la justice pour les victimes de crimes graves dans le monde et compromet la crédibilité du Conseil et de la CPI.

Pour remédier à cette incohérence, deux initiatives distinctes ont été proposées dans le but de limiter l'utilisation du droit de veto par les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies lorsqu'il s'agit de situations de génocide, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Le groupe ACT (dont l'acronyme signifie responsabilité, cohérence, transparence) a établi un *Code de conduite*⁶ en 2015 dans lequel les États s'engagent à soutenir l'action du CSNU dans le but de prévenir ou de mettre fin à la perpétration d'un génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, notamment en soutenant des projets de résolutions crédibles et en appelant le Secrétaire général à continuer d'utiliser pleinement les compétences et les capacités d'alerte rapide du système des Nations Unies. En novembre 2018, 118 États avaient adhéré à l'initiative, dont deux membres permanents, la France et le Royaume-Uni. Le Code ne se limite pas aux membres élus ou aux membres permanents du Conseil, mais appelle plutôt tous les États membres des Nations Unies à respecter les principes de la Charte des Nations Unies en soutenant le travail du Conseil de sécurité visant à maintenir la paix et la sécurité internationales. De même, l'initiative franco-mexicaine appelle les cinq membres permanents du Conseil à s'abstenir volontairement d'utiliser le veto dans des situations d'atrocité massive⁷. L'initiative a recueilli le soutien de 96 États membres.

Si la Coalition dans son ensemble ne prend pas position sur le renvoi de situations spécifiques à la Cour, elle appelle les cinq membres permanents du CSNU à s'abstenir d'utiliser le droit de veto pour traiter les atrocités de masse et à :

- Soutenir les renvois de la CPI par une coopération efficace, par exemple en arrêtant des suspects ;
- Encourager le financement des renvois à la CPI par le biais du système des Nations Unies ;
- De n'exclure aucun (groupe de) ressortissants d'États non parties de la compétence de la Cour en matière de renvoi ; et,
- Engager un dialogue constructif avec la Cour.

Le 6 juillet 2018, à l'initiative des Pays-Bas, de la Bolivie, de la Suède, du Royaume-Uni, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Pérou et de la Pologne, et pour la première fois depuis 2012, une réunion selon la formule Arria intitulée « *Relations entre le CSNU et la CPI : réalisations, défis et synergies* », s'est tenu au Conseil de sécurité des

⁶ "Note explicative sur un Code de conduite concernant l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. 2015". <http://www.centerforunreform.org/sites/default/files/Final%202015-09-01%20SC%20Code%20of%20Conduct%20Atrocity.pdf>

⁷ "Déclaration politique sur la suspension du veto en cas d'atrocités de masse – Présentée par la France et le Mexique". 2015. https://onu.delegfrance.org/IMG/pdf/2015_08_07_veto_political_declaration_en.pdf

Nations Unies. Le but de la réunion était de « *faire le point sur le travail de la CPI, ses réalisations et ses défis, et d'explorer les domaines et synergies possibles avec le travail du CSNU* », d'examiner « *comment le mandat judiciaire de la CPI pour assurer la responsabilité des atrocités de masse peuvent contribuer au mandat du Conseil de faire respecter l'état de droit, et maintenir la paix et la sécurité* » et de réfléchir aux « *moyens de renforcer la coopération entre le Conseil et la CPI, notamment avec le Bureau du Procureur* ».

À la suite de la réunion selon la formule Arria, les co-facilitateurs de l'AEP pour la coopération ont indiqué que le Groupe de travail de La Haye devrait entamer une discussion pour décider si les suggestions présentées lors de la réunion selon la formule Arria et visant à améliorer la coopération entre la Cour et le Conseil de sécurité des Nations unies pourraient être approfondies à travers la co-facilitation de la coopération (voir le chapitre 8 pour plus d'informations sur la facilitation de la coopération).

L'Assemblée générale des Nations Unies et la CPI

Chaque année, la Cour rend compte de ses activités à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Le Président de la Cour présente le rapport aux États membres des Nations Unies en séance plénière. L'AGNU élabore une résolution saluant le rapport et son contenu, et prend note des relations en cours entre l'ONU et la CPI, souvent avec le soutien nécessaire pour adopter la résolution par consensus. De nombreux États ont profité de l'occasion offerte par cette session plénière pour réitérer leur soutien à la Cour et souligner la nécessité d'une coopération continue et efficace entre la CPI et les organes de l'ONU.

Alors que la Cour est confrontée à des menaces constantes qui ne cessent d'encourager ses opposants, la session plénière de l'AGNU de 2018 sur la CPI a constitué un forum unique permettant aux États parties d'exprimer leur soutien résolu à la Cour dans un format ouvert et public. La résolution de l'AGNU en résultant sur le rapport de la CPI⁸ a été adoptée par consensus avec 66 États co-parrainant la résolution et seulement six États empêchant ce consensus : Israël, les Philippines, la Russie, le Soudan, la Syrie et les États-Unis. S'exprimant au nom de l'Autriche, la Belgique, le Costa Rica, l'Estonie, le Portugal, la République tchèque et la Suisse, le représentant du Liechtenstein a fait une déclaration en soutien de la Cour et de la résolution, tout en soulignant l'omission d'un certain nombre de faits nouveaux survenus depuis le dernier rapport, à savoir l'activation du crime d'agression et les amendements à l'article 8.

19. Amendements

Les textes juridiques de la CPI, tels que le Statut de Rome, le Règlement de procédure et de preuve et le Règlement de la Cour, peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements constituent une partie vitale du Statut de Rome et des codes et règles juridiques plus généralement, permettant aux documents de rester pertinents en des temps et des contextes changeants.

Pour le Statut de Rome, tout État partie peut proposer un amendement. L'amendement proposé peut être adopté à la majorité des deux tiers, soit lors d'une session de l'Assemblée des États parties, soit lors d'une conférence de révision. Un amendement entre en vigueur pour tous les États parties un an après sa ratification par les sept huitièmes des États parties. Une procédure différente est mise en place pour les amendements aux articles traitant des crimes fondamentaux du Statut de Rome.

Le crime d'agression

Lors de son adoption en 1998, le Statut de Rome, qui prévoit la responsabilité individuelle par opposition à la responsabilité des États ou des gouvernements, a énuméré – sans toutefois définir à ce moment-là – le « crime d'agression » en tant que quatrième crime relevant de la compétence de la Cour pénale internationale (article 5 du SR). À la suite de l'adoption en 2010 des amendements définissant le crime et les modalités de la compétence de la CPI, ainsi que des 30 ratifications et du délai d'un an requis, les États parties ont décidé d'activer la compétence de la Cour lors de la 16^e session de l'AEP en 2017.

⁸ « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 29 octobre 2018 ». A/RES/73/7. <https://undocs.org/A/RES/73/7>

Le 17 juillet 2018, l'amendement relatif au crime d'agression est entré en vigueur, complétant ainsi l'héritage des Procès de Nuremberg en donnant à la CPI la capacité de demander des comptes à des individus pour usage illégal de la force. À cette occasion, la Coalition, avec plusieurs États parties et des organisations de la société civile, a co-organisé un panel de haut niveau intitulé « 20^e anniversaire du Statut de Rome : la nécessité de l'universalité et la compétence de la Cour pénale internationale pour le crime d'agression » aux Nations Unies. Le panel comprenait entre autres H.E. Aurelia Frick, Ministre des Affaires étrangères du Liechtenstein ; Benjamin Ferencz, ancien Procureur chargé des crimes de guerre à Nuremberg ; et le coordinateur de la Coalition, Bill Pace.

Propositions d'amendement à l'article 8 du Statut de Rome

Lors de la 16^e session de l'AEP en 2017, les États parties ont adopté par consensus trois amendements à l'article 8 (« Crimes de guerre ») du Statut de Rome : l'utilisation d'armes microbiennes, biologiques ou à toxines ; l'utilisation d'armes blessant par des fragments indétectables aux rayons X ; et l'utilisation d'armes aveuglantes au laser. Les amendements relatifs aux crimes de guerre avaient été soumis à l'Assemblée pour examen par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, auprès duquel le gouvernement belge avait déposé la proposition après que le Groupe de travail sur les amendements (GTA), présidé en 2017 par l'Ambassadeur May-Elin Stener (Norvège), ne soit arrivé à déposer lui-même une proposition. La proposition belge initiale incluait quatre amendements sur les crimes de guerre, cependant, lors des négociations de la 16^e session de l'AEP, le quatrième amendement proposé – relatif à l'utilisation de mines antipersonnelles – a échoué.

Groupe de travail sur les amendements en 2018

Le groupe de travail sur les amendements (GTA) de l'AEP, présidé cette année par l'Ambassadeur Juan Sandoval Mendiola (Mexique) et se réunissant à New York, a pour objectif de clarifier les points de vue de fond sur les propositions d'amendements ainsi que la procédure à suivre concernant les propositions d'amendement. Il se prépare également à informer l'AEP que celle-ci considère l'examen des amendements lors de sa session annuelle. Les sessions du Groupe de travail sont fermées à la société civile et aux États observateurs, mais le Président du groupe informe régulièrement le Groupe de travail de New-York de l'avancement des discussions.

Tout au long de 2018, les États parties ont traité plusieurs problèmes au sein du GTA :

- L'augmentation du nombre de ratifications des amendements de l'article 8, ainsi que la poursuite des discussions sur le quatrième amendement proposé sur l'utilisation des mines antipersonnelles. Tant que cette question reste sur la table, les discussions ont été suspendues ;
- La proposition du Mexique d'incriminer l'utilisation des armes nucléaires dans le Statut de Rome ; les discussions sur cette question ont également été maintenues sur la table, mais ont été reportées ;
- La Suisse a soumis une nouvelle proposition visant à inclure la famine en tant que crime de guerre dans les conflits armés non internationaux (CANI) au titre de l'article 8. Au cours du processus de négociation du Statut de Rome en 1998, le projet de Statut avait inclus la famine dans les CANI, mais cela n'a pas été retenu dans le projet final qui a été adopté. En l'état actuel des choses, le Statut incrimine le recours à la famine en tant que crime de guerre, uniquement dans le cadre de conflits armés internationaux (CAI). L'article 8 (b) xxv du paragraphe érigeant la famine en crime de guerre renvoie aux Conventions de Genève, mais le libellé proposé par la Suisse utiliserait plutôt le droit international humanitaire coutumier comme base légale pour l'inclure. Les discussions sur cette proposition sont en cours.

Amendements au Règlement de procédure et de preuve 2018

Sous réserve de l'article 51 du Statut de Rome, des amendements au Règlement de procédure et de preuve (RPP) peuvent être proposés par tout État partie et entrent en vigueur s'ils sont adoptés à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des États parties. Toute modification du RPP doit être conforme au Statut de Rome. En cas de conflit entre le Statut de Rome et le RPP, le Statut de Rome prévaut.

Règle 165

La Règle 165 concerne les procédures prévues à l'article 70 du Statut de Rome sur les infractions contre

l'administration de la justice. En février 2016, dans le cadre de la procédure dans l'affaire *Le Procureur c. Bemba et al.*, les juges de la CPI ont provisoirement modifié la règle afin de réduire de trois à un le nombre de juges nécessaires aux stades préparatoire et au procès, et de cinq à trois le nombre de juges nécessaires au stade de l'appel. Le raisonnement avancé par les juges était que la nature et la gravité des infractions visées à l'article 70 étaient différentes de celles visées à l'article 5, c'est-à-dire les crimes majeurs du Statut de Rome et que, par conséquent, le processus de compétence s'appliquant aux infractions visées par l'article 70 pourrait être simplifié. L'amendement supprimait également la procédure d'audience distincte prévue à l'article 76 (2) et la procédure d'appel interlocutoire visée à l'article 82 (1) (d) sur des questions qui affectent considérablement l'équité et l'efficacité des procédures.

Les juges ont décidé d'adopter d'urgence cet amendement provisoire en raison de contraintes de ressources, telles que la charge de travail des juges, de sorte que davantage de ressources puissent être allouées aux procès pour les crimes majeurs sous la juridiction de la CPI. Selon le Statut de Rome, ces amendements provisoires de la règle par les juges doivent être appliqués jusqu'à leur adoption, leur modification ou leur rejet par l'AEP lors de sa session annuelle.

Alors qu'une majorité d'États parties était favorable à l'amendement et aux gains d'efficacité connexes, quelques délégations ont exprimé leurs préoccupations concernant les risques d'atteinte aux normes d'un procès équitable. Depuis 2016, en raison de l'absence de consensus parmi les États parties, le Groupe de travail n'a pas été en mesure d'envoyer la proposition d'amendement lors de la session plénière de l'AEP pour adoption.

Une discussion s'est également ensuie sur l'applicabilité de la Règle 165 modifiée. Les Juges de la Cour, qui ont modifié la règle, considèrent que la règle modifiée est applicable. Toutefois, un certain nombre de délégations ont demandé à la Cour de ne pas appliquer la règle provisoire tant que le GAT examinait la question, tandis que d'autres délégations ont convenu avec les Juges que les amendements provisoires restaient applicables, en attendant la décision de l'Assemblée d'adopter, modifier ou rejeter les amendements. Au moment de la rédaction de cet article, on ne sait pas encore si le GTA renverra l'amendement à l'AEP pour examen lors de sa 17^e session.

Règle 26 du Règlement de procédure et de preuve

De plus, en 2018, les discussions se sont poursuivies concernant les amendements à la Règle 26 proposés à l'origine par l'ancien Responsable du mécanisme de contrôle indépendant (*voir le chapitre 20 pour plus de détails*). Celles-ci se sont conclues par projet de texte a été envoyé au Groupe de travail avec la recommandation de le présenter pour adoption lors de la 17^e session de l'AEP.

20. Le mécanisme de contrôle indépendant

Le mécanisme de contrôle indépendant (MCI) a été créé par la résolution (ICC-ASP/8/Res. 1) à la 8^e session de l'ASP en novembre 2009, conformément à l'article 112 (4) du Statut de Rome. L'AEP a défini le mandat opérationnel du MCI à la 12^e session en novembre 2013 (ICC-ASP/12/Res. 6), mettant en place le cadre de la portée du pouvoir discrétionnaire et d'investigation du MCI.

Le MCI a pour objectif d'assurer une grande surveillance de la Cour par son mandat consistant à effectuer des inspections et des évaluations à la demande de l'Assemblée ou du Bureau, et à mener des enquêtes de sa propre initiative sur des rapports reçus concernant des cas d'inconduite soupçonnée, de faute professionnelle graves, ou de conduite ne donnant pas satisfaction, concernant un responsable élu, un membre du personnel ou un autre membre du personnel de la Cour.

Chef du MCI

Le premier chef du MCI, M. Ian Fuller, ayant démissionné en octobre 2017, le Bureau a entrepris un processus de recrutement du nouveau chef du MCI en 2018. Le Bureau a constitué un groupe de recrutement composé de représentants de cinq États parties, et a sollicité le soutien d'experts externes. Le processus a conduit au recrutement de M. Saklaine Hedaraly, qui a assumé le poste le 1^{er} novembre 2018.

Examen du mandat du MCI

Le Groupe de travail de La Haye a mené quatre consultations cette année sur l'examen des travaux et du mandat opérationnel du MCI. Au cours des facilitations, la question de l'identification de l'objectif, de la méthodologie et de la portée de l'examen a été examinée, en tenant compte des faiblesses du mandat opérationnel existant.

Plus précisément, la mise en œuvre du mandat procédural spécifique du MCI avait révélé des contradictions potentielles concernant les règles préexistantes relatives au signalement des fautes et aux processus d'enquête dans les systèmes de réglementation de la Cour. Un exemple de ce genre de problème serait une potentielle duplication ou un chevauchement entre les différents mécanismes de contrôle de la Cour: notamment, une contradiction entre la règle 26(2) du Règlement de procédure et de preuve de la Cour qui stipule que « *toutes les plaintes seront transmises à la Présidence* », et la section C du mandat opérationnel du MCI (ICC-ASP/12/Res. 6), qui exige que « *tous les signalements de fautes ou de fautes graves, y compris d'éventuels actes illicites, concernant un responsable élu... reçus par la Cour doivent être soumis au MCI.* »

Afin d'éliminer toute contradiction potentielle, le Groupe d'étude sur la gouvernance I a notamment été chargé de discuter et de proposer un projet d'amendement de l'article 26 du Règlement de procédure et de preuve. (Voir les chapitres 12 et 19 pour en apprendre davantage).

Le Rapport du Bureau sur l'examen des travaux et le mandat opérationnel du MCI contient des recommandations pour la considération de l'Assemblée, notamment en encourageant « l'Assemblée, la Cour et le Mécanisme de contrôle indépendant, selon le cas, à s'assurer que tous les documents pertinents sont mis à jour et alignés sur le mandat du Mécanisme de contrôle indépendant, afin d'harmoniser les règles applicables » et demandant au « Bureau de poursuivre immédiatement l'examen des travaux et du mandat opérationnel du Mécanisme de contrôle indépendant et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée à sa dix-huitième session. »

21. La Résolution omnibus

À chacune de ses sessions depuis 2003, l'Assemblée des États parties a adopté une résolution générale, officiellement intitulée « *Renforcement de la Cour pénale internationale et de l'Assemblée des États parties* ». Cette résolution « omnibus » aborde un grand nombre de questions de fond, de pratiques et de politiques relatives à la Cour, à l'AEP, et aux autres parties prenantes.

L'AEP adoptera cette année une version mise à jour de la résolution « omnibus », à la suite des consultations tenues au sein du Groupe de travail de New York, présidées par le facilitateur, M. Vincent Rittener (Suisse). Les facilitations dans les groupes de travail de New York et de La Haye éclairent également le texte de « l'omnibus », avec des rapports des différentes facilitations contenant des formulations suggérées à inclure dans la résolution.

Sujets omnibus et facilitations connexes et points focaux

Un certain nombre d'autres sujets seront abordés dans la résolution « omnibus » de 2018. La liste de sujets ci-dessous indique ceux qui ont déjà été examinés lors de facilitations du Bureau de l'AEP avant la 17^e session de l'AEP. La résolution « omnibus » comprendra la date de la prochaine session de l'AEP ainsi que les mandats du Bureau de l'AEP pour 2019. Le Bureau se réunira ensuite au début de l'année prochaine pour désigner les facilitateurs et les points focaux pour les sujets approuvés.

- **Universalité et mise en œuvre intégrale du Statut de Rome**
Pays co-points focaux: Les Pays-Bas et la République de Corée
- **20^e anniversaire du Statut de Rome**
- **L'Accord sur les privilèges et immunités de la CPI (APIC)**
- **Coopération**
Co-facilitation (HWG): Ambassadeur Philippe Lalliot (France) et Ambassadeur Momar Gueye (Sénégal)
- **États d'accueils**
- **Relations avec les Nations Unies**
- **Relations avec d'autres organisations internationales**
- **Les activités de la Court**
- **Élections**
- **Le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties**
- **Le Conseil**
- **Aide juridique**
- **Groupe d'étude sur la gouvernance (SGG)**
Co-facilitation (HWG): Ambassadeur Hiroshi Inomata (Japon) et Ambassadeur María Teresa Infante Caffi (Chili)
 - **Cluster I: Accroître l'efficacité de la procédure pénale**
Co-facilitation: Mme Erica Luccero (Argentine) et M Philip Dixon (United Kingdom)
 - **Cluster II: Gouvernance et processus budgétaire**
Co-facilitation: M Alfredo Álvarez Cárdenas (Mexique) et M Reinhard Hassenpflug (Allemagne)
- **Procédures de la Cour**
- **Examen des méthodes de travail du Bureau de l'AEP**
- **Victimes et communautés affectées, réparations et Fonds au profit des victimes**
- **Représentation géographique et la représentation des hommes et des femmes dans le recrutement du personnel de la Cour**
Facilitation (NYWG): M Patrick Luna (Brésil)
- **Complémentarité**
Pays co-points focaux (HWG): Mme Christina Hey-Nguyen (Australie) and Mme. Raluca Karassi-Rădulescu (Roumanie)
- **Mécanisme de contrôle indépendant**
- **Budget du Programme**
Facilitation: Ambassadeur Jens-Otto Horslund (Danemark)
- **Conférence d'examen**
- **Examen des amendements/Groupes de travail sur les amendements**
Facilitation (NYWG): Ambassadeur May-Elin Stener (Norvège)
- **Participation à l'Assemblée des États Parties**

22. Acronymes et termes clés

ACN	Commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge
AEP	Assemblée des États Parties
AEP16	La session 2017 de l'AEP
UA	Union africaine
BoD	Conseil d'administration
Bureau de l'AEP	Le Président, les Vice-Présidents et le Rapporteur ainsi que 18 Etats parties
CBF	Comité du budget et des finances
CICC/Coalition	Coalition pour la Cour pénale internationale
UE	Union européenne
GRULAC	Groupe Amérique latine et Caraïbes
HWG/THWG	Le Groupe de travail de La Haye du Bureau de l'AEP
CAI	Conflit armé international
MCI	Mécanisme de contrôle indépendant
MOAN	Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
CANI	Conflit armé non international
ONG	Organisation non gouvernementale
NYWG	Groupe de travail de New York
OEA	Organisation des États américains
PO	Paragraphes opératoires d'une résolution
BdP	Bureau du Procureur
Omnibus	Une résolution de l'AEP, officiellement intitulée « <i>Renforcement de la Cour pénale internationale et de l'Assemblée des États Parties</i> ».
EP	Examen préliminaire
PP	Paragraphes du préambule d'une résolution
Plénière	Discussions générales à l'AEP avec tous les États parties présents
Présidence de la CPI	Président : Juge Chile Eboe-Osuji (Nigéria) ; premier vice-président : Juge Robert Fremr (République Tchèque) et deuxième vice-président : Juge Marc Perrin de Brichambaut (France)
RPP	Règles de procédure et de preuve
SASP	Secrétariat de l'AEP
Statut/SR	Statut de Rome, document fondateur de la CPI et la législation que les Etats doivent ratifier pour devenir membres de l'AEP et de la CPI
SGBV/SGBC	Violences sexuelles et sexistes/Crimes sexuels et sexistes
SGG/Groupe d'étude	Groupe d'étude sur la gouvernance
FPV	Fonds au profit des victimes
ONU	Nations Unies
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
CSNU	Conseil de sécurité des Nations Unies
SGNU	Secrétaire général des Nations Unies
UVT	Unité des victimes et des témoins (du Greffe de la CPI)



REJOIGNEZ LA LUTTE !



coalitionfortheicc.org/fr

